



**HAL**  
open science

## Un théâtre d'ombres : le Vietnam entre la Chine et l'ASEAN au lendemain de la crise asiatique

Benoît de Tréglodé

► **To cite this version:**

Benoît de Tréglodé. Un théâtre d'ombres : le Vietnam entre la Chine et l'ASEAN au lendemain de la crise asiatique. Les Études du CERI, 2000, 68, pp.33. hal-03458479

**HAL Id: hal-03458479**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03458479>**

Submitted on 30 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les Études du CERI  
N° 68 - août 2000

**Un théâtre d'ombres :  
le Vietnam entre la Chine et l'ASEAN  
au lendemain de la crise asiatique**

Benoît de Tréglodé

# **Un théâtre d'ombres : le Vietnam entre la Chine et l'ASEAN au lendemain de la crise asiatique**

**Benoît de Tréglodé**

*Groupe d'études sur le Vietnam contemporain (Sciences-Po)*

Le Vietnam n'avait jamais connu, depuis la réunification du pays en 1975, autant de bouleversements en une décennie qu'au cours de celle qui vient de s'écouler. Or depuis 1997, il donne l'image d'un pays menacé qui se referme sur lui-même. Plusieurs raisons permettent d'expliquer cette contenance. D'une part, même s'il est peu intégré à l'économie régionale, le Vietnam n'a pas échappé à la zone de turbulences de la crise asiatique<sup>1</sup> : le Parti communiste vietnamien (PCV) a pris acte de son évolution et de ses conséquences politiques. D'autre part, une série d'événements sont à l'origine de ce qui peut paraître de la frilosité : l'arrivée au pouvoir en Corée du Sud de l'ancien dissident Kim Dae Jung, qui a été l'objet de longs débats ; les effets de la mondialisation et ses risques politiques, sur lesquels le Bureau politique est revenu ; l'écroulement des économies asiatiques, qui a fait prendre conscience au gouvernement vietnamien de son appartenance à un monde de plus en plus interdépendant. Mais ces facteurs extérieurs ont sans doute moins pesé au cours des dernières années que les impératifs politiques de stabilité. A l'abri des regards, la République socialiste du Vietnam (RSV) est prête à tous les sacrifices pour préserver une stabilité politique et sociale, et l'impression d'immobilisme politique qu'elle peut suggérer est trompeuse...

Force est de constater que du point de vue de la politique intérieure, l'ouverture du

---

<sup>1</sup> Cuong Lê Van, Jacques Mazier, dir., *L'Économie vietnamienne et la crise asiatique*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Vietnam sur le monde en général et sur l'Asie en particulier fragilise son modèle de société. Conjugée au lancement de la *Doi Moi* (« le Renouveau ») en 1986, elle a révélé une transformation profonde de la société. En réalité, elle témoigne surtout de la lutte d'un régime prêt à tous les compromis pour sauvegarder ses acquis. Néanmoins, subie ou désirée, l'« internationalisation » est un fait.

Lorsqu'en 1995 la RSV est entrée dans l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), son objectif était d'éviter de trop dépendre de la Chine après la disparition de l'Union soviétique. Sa démarche était stratégique et politique. Depuis 1997, la crise asiatique a modifié la position du Vietnam dans son espace régional<sup>2</sup>. Le gouvernement se retourne vers une politique étrangère capable de défendre ses intérêts nationaux : la recherche d'une équidistance entre l'Asie du Sud-Est et la République populaire de Chine. Notre analyse accordera une part significative à la description de ces rapports de force au sein de la société vietnamienne, qui nous permettra de dessiner les tendances de la politique intérieure telle qu'elle est menée à la veille de l'ouverture en 2001 du IX<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste vietnamien. Nous analyserons ensuite l'évolution récente du pays dans sa relation triangulaire avec la Chine et l'ASEAN.

## L'AFFIRMATION POLITIQUE DE LE KHA PHIÊU

En 1997, le renouvellement de la troïka vietnamienne et son rajeunissement laissent présager un renforcement de l'influence des pragmatiques sur celle des idéologues. On accorde alors à Vo Van Kiêt, Premier ministre sortant, une influence maîtresse sur le devenir de la nouvelle équipe. Phan Van Khai, son successeur, serait le maître d'œuvre d'une politique souple, dans une période de remous économiques et sociaux.

Le choix du nouveau secrétaire général du Parti communiste est une décision hautement stratégique en période d'instabilité. L'armée populaire vietnamienne (APV) tient à s'arroger la direction du Parti. Ebranlée en 1996-97 par un scandale qui mettait en cause des cadres du ministère de l'Intérieur accusés d'avoir organisé un trafic de drogue, elle a réussi à reprendre le dessus après un retentissant procès. Avec la nomination de Lê Minh Huong, en novembre 1996, l'armée a récupéré le poste clé de l'Intérieur. Le 31 décembre 1997, le lieutenant général Lê Kha Phiêu, âgé de 66 ans, est nommé à la tête du PCV. Les observateurs constatent alors une dichotomie de l'appareil vietnamien : d'une part, aux côtés du Premier ministre Phan Van Khai, une équipe de réformateurs favorables à l'ouverture économique ; de l'autre, une caste d'idéologues réticents aux changements, réunie par Lê Kha Phiêu. Il ne faut cependant pas ranger trop hâtivement l'APV du côté des conservateurs qui répugnent à l'ouverture

---

<sup>2</sup> Voir M. Backman, *Asian Eclipse : Exposing the Dark Side of Business in Asia*, Singapore, John Wiley & Sons, 1999 ; V. Mallet, *The Trouble with Tigers : the Rise and Fall of South-East Asia*, Londres, Harper Collins, 1999 ; S. Vines, *The Years of Living Dangerously : Asia - from Financial Crisis to the New Millenium*, Londres, Orion Business, 1999 ; et un ouvrage collectif publié à Singapour, *South-East Asian Affairs 1999*, Singapore, ISEAS, 1999.

économique : elle n'a aucunement l'intention de tourner le dos à la *Doi Moi*. D'ailleurs, le débat politique vietnamien qui s'instaure au cours de l'hiver 1997 témoigne moins d'un conflit entre « conservateurs » et « rénovateurs » que de la consécration à la direction du Parti de Lê Kha Phiêu au détriment de ses concurrents et de leurs clans respectifs. Si la logique des trois Ky – Nord Centre Sud – est respectée (Phan Van Khai est originaire du sud du pays, Trân Duc Luong du centre, le poste de secrétaire général du Parti revient à un nordiste<sup>3</sup>), la véritable ligne d'équilibre de l'appareil se situe ailleurs, dans le rapport entretenu par l'armée et le Parti. En principe, Lê Kha Phiêu dispose d'un corps organisé, puissant et populaire, à même de contrebalancer l'influence du gouvernement dans les affaires nationales : l'armée conserve une position politique et économique forte, malgré les déboires cambodgiens. Mais sa nomination a valu des inimitiés à Lê Kha Phiêu, et sa position est fragile : il lui faut dans un premier temps s'imposer comme représentant idéal au sein même de l'armée, qui s'est fortement divisée sur son nom.

Dans le même temps, Phiêu fait face à une équipe gouvernementale dont les prérogatives sur le Parti ont été renforcées depuis la démission de Nguyễn Van Linh, secrétaire général du PCV de 1986 à 1991, et la nomination de Vo Van Kiệt au poste de Premier ministre en 1991. Lors de sa nomination, il présente les lignes générales de son programme : gagner la confiance de l'armée populaire ; replacer le parti communiste au centre du jeu politique ; profiter de la crise asiatique pour redéfinir un modèle de transition vers l'économie de marché susceptible de renforcer la stabilité politique, cela afin de conserver le soutien d'un réseau de cadres politiques, militaires et économiques utile à la conduite des affaires nationales.

A l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire du Parti communiste vietnamien, le 3 février 2000, Lê Kha Phiêu, déclare sans ambages : « Dans cette époque nouvelle, on ne peut plus agir comme c'était le cas au XIX<sup>ème</sup> siècle, les pays impérialistes, dont l'objectif est resté le même, doivent réajuster et trouver des nouvelles méthodes afin d'exister et de se développer (...) C'est la raison pour laquelle il convient de bien maîtriser les nouvelles évolutions afin de proposer des stratégies et des politiques adaptées, et de se concentrer sur le développement économique, pour être en mesure de garantir une force en alerte, prête à faire face aux nouvelles évolutions compliquées. Nous poursuivons l'œuvre du renouveau, de l'industrialisation, de la modernisation de la patrie dans cette période de transition vers le socialisme. Le XX<sup>ème</sup> siècle est un siècle de guerres. Il a marqué la victoire de notre peuple. Le Parti a tenu un rôle dans cette mission historique »<sup>4</sup>. Deux ans après sa nomination controversée à la tête du Parti, Lê Kha Phiêu s'est donc imposé comme le personnage clé de la scène politique vietnamienne. C'est avec le sourire qu'il oppose son bilan à l'incurie de la politique économique du gouvernement depuis le début des années quatre-vingt-dix. Ses conclusions sont sans appel : l'Etat ne peut rien sans le Parti, les velléités d'indépendance du gouvernement n'ont conduit qu'à des impasses. Cette politique n'est pas parvenue à moderniser le pays : difficultés économiques, chute dramatique des investissements étrangers, pauvreté galopante, désordres ruraux, affaiblissement de la structure familiale, généralisation de la corruption ont soldé ses tentatives.

---

<sup>3</sup> C. Lechervy, « Les élites du Parti communiste vietnamien face à la *Doi Moi* », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Paris, n°3, 1997, pp. 119-130.

<sup>4</sup> *Nhân Dân*, Hanoi, 3 février 2000.

Il serait certes exagéré d'imputer à Do Muoi, secrétaire général du Parti de 1991 à 1997, la cause de ces échecs. L'Etat a toujours porté le Parti en lui. Qu'ils soient administratifs, économiques ou sociaux, tous les organismes d'Etat disposent d'une section du Parti et participent de fait à la fusion des appareils. D'après l'article 4 de la constitution de 1992, « le Parti communiste du Vietnam, avant-garde de la classe laborieuse, fidèle représentant de la classe ouvrière, du peuple laborieux et de la nation entière, éclairé par la doctrine marxiste-léniniste et la pensée de Hô Chi Minh, est la force directrice de l'Etat et de la société. »

En apparence, la déclaration de Lê Kha Phiêu, huit ans plus tard, ne modifie en rien l'équilibre des pouvoirs ainsi décrit. Pourtant, quelque chose a changé. Derrière le vernis des discours, la libéralisation économique a divisé de l'intérieur les instances politico-militaires de l'Etat : d'un côté, il y a ceux que l'ouverture a enrichis, de l'autre ceux qui s'en trouvent exclus. Depuis 1998, Lê Kha Phiêu profite de cette rupture pour asseoir son pouvoir politique. Il lui a d'abord fallu s'imposer sur la scène politique, qui lui était peu favorable. Il a su donner à ce combat personnel l'apparence d'un rééquilibrage institutionnel utile au pays en défendant l'intégrité du Parti et de l'armée contre les dérives d'un Etat miné par la corruption. En janvier 1999, Phiêu a annoncé que « la raison principale du ralentissement de l'activité économique a été l'inefficacité de l'appareil d'Etat ». Les tensions entre le gouvernement et le Parti sont, depuis fin 1998, toujours plus vives. Le 18 mai 1999, à l'occasion du 109<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Hô Chi Minh et des trente ans de mise en œuvre de son testament, Lê Kha Phiêu explique que « dans les périodes difficiles de révolution, le Parti est à la fois la représentation de l'esprit, le symbole de la vertu et de l'honneur national. Si nous ne prenons pas des mesures pour faire reculer la dégradation dont il fait l'objet, cela risque de mettre en péril la substance du système de l'indépendance et de la sécurité de la nation »<sup>5</sup>. Réponse est ainsi faite aux critiques qui n'ont pas manqué de condamner la classe dirigeante vietnamienne dans la presse internationale depuis 1996. Si le Vietnam va mal aujourd'hui, sous-entend le chef du Parti communiste, c'est à cause de l'impéritie de l'Etat qui a connu les excès d'une décennie de « laisser-faire » et d'enrichissement coupable de ses élites. L'enjeu est de taille : les campagnes grondent et l'investissement étranger qui représentait auparavant un quart des recettes du budget national a chuté dramatiquement (de 40 % en 1997-98). Ainsi, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays communistes, le Vietnam dans l'adversité s'en remet au Parti.

On peut voir dans la politique actuelle du régime une tentative dont l'objectif est de remettre l'appareil idéologique au centre d'une conception morale du pouvoir. Seule la « pureté de la doctrine » du Parti serait susceptible de guider l'ensemble d'une société en phase de transition<sup>6</sup>. Le mécanisme de l'autorité est traditionnellement fondé au Vietnam sur des équilibres qui impliquent notamment une fusion naturelle entre savoir et pouvoir. Or ce lien aurait été rompu. Le 16 août 1999, lors de la clôture du plénum du comité central, Lê Kha Phiêu a expliqué que le rééquilibrage du couple Etat-Parti passait par la restauration d'un lien entre le savoir (seul le Parti sait) et le pouvoir (seul celui qui sait est à même de bien gouverner) : « le peuple a l'intime conviction que c'est

---

<sup>5</sup> *Tin Tuc*, Hanoi, 18 mai 1999.

<sup>6</sup> P. Papin, « Un mode de transition asiatique : au Vietnam, le Parti contre l'Etat », *Le Monde diplomatique*, Paris, février 2000, pp. 10-11.

seulement sous la direction du Parti communiste vietnamien que les buts peuvent être atteints. Ainsi, ce dernier doit coûte que coûte renforcer son emprise sur le pays et combattre absolument toute forme de partage du pouvoir de manière à confirmer son rôle de guide dans tous les champs de la vie sociale »<sup>7</sup>. En 1999, la tendance est nette : le Parti prend la situation en main et le fait savoir. Lê Kha Phiêu est régulièrement en première page des journaux. Phan Van Khai au contraire se fait plus discret. C'est le secrétaire général qui accueille les délégations étrangères, c'est encore lui qui intervient directement lors des négociations de l'accord commercial bilatéral avec les Américains. Phiêu au premier plan, Do Muoi dans les coulisses. Le Parti est sur tous les fronts. Lê Kha Phiêu s'engage ouvertement dans les affaires intérieures. Sa campagne de lutte contre la corruption discrédite au passage l'appareil d'Etat. Les talents médiatiques qu'il déploie lors de ses voyages dans le centre du pays touché par les inondations fin 1999 (provinces de Thua Thien Hue, Quang Nam) montrent, s'il en est encore besoin, que le Parti se veut désormais le seul garant de la solidarité et de l'unité nationale.

## **LE RENFORCEMENT DU ROLE POLITIQUE DE L'ARMEE**

Le second gagnant de ce rééquilibrage des rapports de force au sein de la société vietnamienne depuis 1998 est l'APV. Nous l'avons dit, Lê Kha Phiêu n'avait pas le soutien unanime de son corps d'appartenance lors de sa nomination, et le ministre de la Défense, le général Pham Van Tra, ne cachait pas son scepticisme. Deux ans plus tard, Phiêu a retourné la situation à son avantage, et l'armée est unie derrière lui. Deux raisons à cela : d'une part l'habileté avec laquelle le secrétaire général avalise l'affairisme du milieu militaire ; d'autre part son souci de redorer le vernis patriotique de l'APV pour répondre aux angoisses de la population. L'armée continue en effet de jouir d'une image très positive, d'une part parce qu'elle a conservé le prestige de la guerre, d'autre part parce que le Vietnam n'a pas connu de Tien An Men, les militaires n'y ont jamais affronté directement le peuple. Cette popularité tient également à l'esprit critique dont elle fait toujours preuve. En 1986, c'est elle qui a appelé les réformes économiques, et en 1997, c'est elle également qui a mis l'Etat en garde contre les dangers de la corruption et ses risques politiques. Certes, les militaires restent peu représentés au Bureau politique (4 sur 18), au Comité central (18 sur 170) ou à l'Assemblée nationale (guère plus de 10 % des députés), mais ils disposent de nombreux postes de direction : Pham Van Tra (ministre de la Défense), Pham The Duyet (président du Front de la patrie), Lê Minh Huong (ministre de l'Intérieur). De plus, trente-neuf des soixante et un présidents des comités populaires des provinces du pays sont des militaires. S'ajoute à cela l'influence importante que conserve le général Lê Duc Anh, Président de la RSV de 1992 à 1997. C'est à lui, et à lui seul qu'incomberait par exemple la destitution de l'ancien vice-Premier ministre Ngô Xuân Lộc en décembre 1999, affaire restée très confidentielle même au sein du Bureau politique. Ajoutons que l'on assiste depuis quelques mois à une

---

<sup>7</sup> Agence Reuter, 30 août 1999.

accélération des transferts des cadres militaires vers d'autres structures, notamment vers le stratégique et très lucratif ministère de l'Investissement et de la Planification, dirigé par Trần Xuân Gia. L'armée populaire vietnamienne affirme son rôle politique dans l'appareil d'Etat.

Etat dans l'Etat, l'armée l'est aussi grâce à sa formidable puissance économique. Dotée d'un statut juridique et financier autonome depuis 1989, l'APV contrôle aujourd'hui plus de trois cents entreprises qui se consacrent exclusivement aux activités économiques dans presque tous les secteurs (construction, routes, chantiers navals, pêche, textile, forêts, mines, télécommunications, automobile, hôtellerie, mais aussi lieux de plaisir et autres domaines se situant aux confins de la légalité...). L'armée dispose d'un avantage de taille sur les entreprises civiles : elle est le premier propriétaire foncier du pays. Depuis l'adoption du code des investissements étrangers, en 1987, elle a ainsi formé près d'une centaine de *joint-ventures* avec des partenaires étrangers. De 1995 à 1999, son chiffre d'affaires est passé de 360 à près de 650 millions de dollars, ses activités d'import-export progressant en moyenne de 20 % chaque année pour atteindre en 1999 environ 300 millions de dollars. L'armée, dont les effectifs ont fondu de 1,2 million de personnes à la fin des années quatre-vingt à 570 000 aujourd'hui, se réserve ainsi une part croissante dans la vie économique du pays. On estime à 100 000 le nombre d'employés travaillant dans des entreprises placées sous son contrôle. Pham Van Tra répète que « les activités économiques de l'armée jouent un grand rôle dans la politique de renouveau du gouvernement »<sup>8</sup>. Lorsque la Chine a annoncé, en 1998, sa décision de retirer progressivement l'armée de son secteur économique<sup>9</sup>, le Vietnam, de manière inhabituelle, n'a pas suivi l'exemple de son puissant voisin. Le gouvernement a cependant beaucoup hésité avant de se mettre ainsi en porte-à-faux vis-à-vis de Pékin, et au cours de l'hiver 1998-99, les échanges de délégations militaires avec la Chine ont été incessants. Pékin a vainement essayé de faire céder Hanoi. La question était d'une telle importance politique que le gouvernement vietnamien a préféré annuler plusieurs visites de la délégation chargée de négocier l'accord commercial bilatéral avec les Etats-Unis pour trouver un terrain d'entente avec la Chine. Comme l'ambition de Lê Kha Phiêu est de renforcer la présence du Parti à tous les échelons de la société, le renforcement de l'armée, bastion idéologique traditionnel, protège le Parti en retour. Ainsi, après une décennie d'enrichissement, la remise en cause des acquis économiques de l'armée est impensable au regard de la stabilité politique du régime.

Selon le général Nguyen Van Chinh, chef du département économique de l'APV, « si nous participons au secteur économique, ce n'est pas pour gagner de l'argent, mais pour renforcer l'intégrité nationale du pays »<sup>10</sup>. La réalité est toute autre. Les investissements économiques engagés par l'APV n'ont pas eu pour effet d'améliorer ses capacités de défense. Des experts militaires considèrent que 15 à 25 % seulement de l'équipement militaire de l'armée vietnamienne serait aujourd'hui utilisable. En d'autres termes, malgré l'importance de ses multiples investissements, l'armée ne disposerait plus désormais en

---

<sup>8</sup> AFP, 3 novembre 1998.

<sup>9</sup> F. Ching, « Bringing an end to PLA Inc. » et B. Gilley, « China : stand-down order », *Far Easter Economic Review (FEER)*, Hong-Kong, 10 septembre 1998.

<sup>10</sup> *The Nation*, Bangkok, 5 janvier 2000.

cas de conflit de moyens techniques suffisamment adaptés. Les augmentations des crédits sont quasi inexistantes au sein de chaque branche (infanterie, marine, aviation). La marine nationale négocie actuellement l'achat à la France d'anciennes frégates, faute de pouvoir s'équiper de matériels plus modernes<sup>11</sup>. Mais il y a plus : selon l'état-major de l'APV, la double mission économie-défense de l'armée dictée par le fait que « des efforts particuliers doivent être menés dans les zones frontalières, les îles et zones isolées du Vietnam afin d'éviter la pauvreté et d'assurer la défense nationale » ne serait qu'un leurre. En effet, l'implantation discutée de nouvelles zones économiques spéciales réservées à l'armée dans treize régions, principalement dans les districts frontaliers avec la Chine, le Laos et le Cambodge, lui offrirait plus une opportunité d'augmenter ses investissements qu'un moyen de renforcer des zones dites stratégiques. On parle de l'intérêt des militaires pour ces régions où ils consolideraient de juteux monopoles sur les commerces illégaux transfrontaliers. En effet, et ce n'est un secret pour personne au Vietnam, l'accroissement des profits économiques de l'APV participe à l'enrichissement personnel d'une caste privilégiée d'officiers proches du pouvoir. Cela a pris de telles proportions que l'on estime aujourd'hui que pour faire carrière dans l'armée, il convient d'être meilleur politicien ou économiste que soldat. Le prestige de la génération des guerres de libération parvient cependant à masquer tant bien que mal cette réalité. Les médias ont mission de rappeler au peuple les heures de gloire de son armée et de maintenir une peur de l'étranger qui justifie un corps protecteur de l'intégrité nationale. Auréolée de prestige, l'armée populaire vietnamienne est partie prenante de la stratégie de Lê Kha Phiêu, qui vise à rééquilibrer les rapports de force au profit du Parti et au détriment d'un Etat stigmatisé par la corruption. Cette alliance devrait forcer l'admiration, la « pureté de la doctrine » s'unissant au « dévouement patriotique ». C'est pourquoi l'affairisme de l'APV est une source de dysfonctionnements pour l'avenir, une véritable menace.

## LE TROUBLE DES CAMPAGNES

L'arrivée au pouvoir de Lê Kha Phiêu n'a pas marqué la fin des troubles ruraux. L'histoire officielle du Vietnam communiste accorde un rôle central<sup>12</sup> aux révoltes paysannes ; d'un côté, elle exalte les Soviets du Nghê An et du Ha Tinh de 1930-31 comme une étape héroïque fondatrice par laquelle le Parti communiste indochinois a affirmé son image de porte-parole du peuple ; de l'autre, elle garde

---

<sup>11</sup> Des discussions sont en cours avec la France en ce qui concerne l'achat de frégates, d'équipement pour l'armée de l'air, de radars et de missiles. Le colonel Bui Trong Nhu (chef du bureau des relations internationales du ministère de la Défense de la RSV) concède que le prix de ce matériel apparaît encore trop élevé au regard des difficultés budgétaires du pays.

<sup>12</sup> P. Brocheux, « Les communistes et les paysans dans la révolution vietnamienne », in *Histoire de l'Asie du Sud-Est, révoltes, réformes, révolutions*, Presses universitaires de Lille, 1981, pp. 247-276.

précautionneusement le silence en ce qui concerne les contestations rurales du dernier demi-siècle. Selon la tradition confucéenne, la légitimité de l'Etat dépend de sa capacité à contenter le peuple. Un grondement de la campagne annonce la perte prochaine du « *mandat céleste* », source du pouvoir politique<sup>13</sup>. Sous l'effet de la modernisation économique, le niveau de vie du paysan vietnamien a nettement progressé dans les provinces depuis 1986. Une amélioration qui s'explique par la diversification des cultures (café, fruits et légumes etc.), l'utilisation de nouveaux engrais, l'introduction de variétés de riz plus productives, mais surtout par la montée en puissance des activités non agricoles : petit commerce, artisanat, exploitation de la forêt. En revanche, à partir de la seconde partie des années quatre-vingt-dix, un grand nombre de paysans ont atteint un palier : leur revenu a moins progressé, les rendements ont stagné et rares sont ceux qui sont parvenus à passer du « bricolage » au commerce à proprement parler. Le clivage entre villes et campagnes s'est accentué. L'ouverture économique rapide a fait apparaître une inégalité nouvelle. Les paysans, confrontés à une croissance du poids de l'impôt concomitante à une baisse des services offerts (santé, éducation) se sont organisés afin de résister aux augmentations de la charge fiscale globale, mais aussi à la multiplication des taxes et contributions censées financer des projets particuliers. A partir du printemps 1997, l'agitation s'est généralisée dans les provinces. A Thai Binh, mais bientôt à Đông Nai, Da Nang, Quang Ninh, Nam Dinh ou Ha Tay aux portes de Hanoi, les mêmes motifs de mécontentement se sont manifestés : corruption, détournements de fonds, enrichissement anormal des responsables de commune, de coopérative ou de district, attribution injuste de terres. Deux ans plus tard, au cours de l'automne 1999, les troubles se poursuivaient toujours de manière sporadique. L'agitation paysanne n'a cessé de préoccuper le gouvernement, mais à aucun moment les manifestants n'ont posé ouvertement la question de la transition politique.

Au cours de l'automne 1999, un événement modifia les données du problème. Le 26 octobre, à Vientiane, le gouvernement laotien réprima un groupe de manifestants qui, pour la première fois, revendiquait l'abandon du monopole du Parti et l'instauration du multipartisme.

Le premier réflexe de la RSV fut de nier que de tels événements aient eu lieu, et d'accuser Amnesty International ou même la Thaïlande, qui s'en faisaient l'écho, de mener une propagande hostile. Les dirigeants vietnamiens prirent néanmoins l'avertissement très au sérieux. Au cours du mois de novembre, de nombreuses délégations officielles se rendirent au Laos. Le gouvernement vietnamien réaffirma la solidité de ses fameuses « relations spéciales » avec Vientiane. Au plus haut niveau, on mit ces revendications sur le compte de l'influence grandissante au Laos des sectes protestantes américaines, notamment dans la communauté H'Mong, présente au Laos comme au Vietnam<sup>14</sup>. Les suspicions refirent surface – la crainte de voir l'étranger s'appuyer sur les minorités religieuses du pays (catholiques, protestants ou même l'église bouddhique au Sud) pour déstabiliser le régime –, et on rappela l'étrange visite qu'avaient effectuée en décembre 1998 l'ambassadeur américain en RSV Pete Peterson et son homologue australien dans la province de Lai Chau, foyer de la communauté H'Mong dans le pays. Les Vietnamiens avaient en tête les critiques formulées par

---

<sup>13</sup> P. Mus, *Vietnam, sociologie d'une guerre*, Paris, Le Seuil, 1952.

<sup>14</sup> AFP, 23 décembre 1999.

l'émissaire des Nations unies venu enquêter en mars 1999 sur la liberté religieuse dans le pays<sup>15</sup>. Le grondement des campagnes prit une signification nouvelle. Le gouvernement choisit de s'appuyer sur la menace qu'il représentait pour redorer l'image des cadres du pouvoir central. Les fonctionnaires locaux corrompus furent sacrifiés au profit de ces derniers, gratifiés pour leur intégrité. La remise en ordre des provinces rebelles permit à Pham The Duyet, président de l'influent Front de la patrie<sup>16</sup>, de renforcer sa stature d'homme d'Etat.

Pour contrer l'agitation rurale, le gouvernement décida fin 1997, dans le cadre de sa réforme administrative, d'associer davantage la population aux prises de décision locales. Dans le droit fil de ce qui se disait à Pékin, l'affirmation d'une démocratie adaptée aux conditions socio-économiques du pays fut évoquée. Lors de l'élection des comités populaires de districts et de provinces, l'appareil sélectionna les candidats locaux les plus populaires. Selon la sinologue Kate Xiao Zhou, il s'agit ainsi de donner aux paysans le rôle d'agents dynamiques de la transformation de la société, afin qu'ils favorisent le passage d'une société close à une société plus ouverte<sup>17</sup>. En réalité, c'est bien plus d'une reprise en main de l'espace local (commune, district) – qui à terme pourrait poser de délicats problèmes au pouvoir – qu'il s'agit que d'une avancée démocratique. Loin de représenter une menace pour le gouvernement, l'agitation paysanne participe donc dans les faits au renforcement du régime<sup>18</sup>.

La RSV a également muselé une vague de contestation interne au Parti, dont elle a craint un moment la contagion populaire. La question de la dissidence intellectuelle n'a pourtant jamais constitué une menace réelle pour les autorités vietnamiennes : à la différence de la Chine, le Vietnam ne dispose pas d'une intelligentsia urbaine suffisamment nombreuse, consciente et organisée pour que ses critiques engendrent un risque social. Néanmoins, en janvier 2000, après quatorze mois de dissidence ouverte, le PCV a exclu de ses rangs le général Trần Dô. La direction du Parti ne lui reprochait pas tant d'avoir remis en cause le socialisme que d'avoir trop parlé : ses revendications

---

<sup>15</sup> L'envoyé spécial des Nations unies, Abdelfattah Amor, critiquait dans son rapport sur le Vietnam : « la destruction des temples et les mauvais traitements infligés aux congrégations protestantes dans les minorités ethniques ». Lê Sy Vuong Ha, porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RSV, rejeta promptement un jugement qui selon lui « manquait d'objectivité et de bonne volonté » avant de conclure que « les individus ou les organisations qui se rendent au Vietnam pour s'occuper de droits de l'homme ou des questions religieuses et qui interfèrent dans les affaires intérieures du pays ne seront désormais plus acceptés », AFP, 18 mars 1999.

<sup>16</sup> Le Front de la patrie (« Mat trần tô quốc ») est une organisation de masse sous le contrôle du PCV, dont la fonction est de coiffer les activités des différents regroupements religieux, culturels et éducatifs à caractère non politique.

<sup>17</sup> K. Xiao Zhou, *How the Farmers changed China : Power of the People*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1996.

<sup>18</sup> En juin 1999, une manifestation de paysans s'est déroulée, en face de l'Assemblée nationale, sous le regard bienveillant des autorités. Au cours d'une conférence de presse, on expliqua qu'il s'agissait d'une nouvelle preuve de la « démocratisation à la vietnamienne ». Selon un représentant d'une délégation étrangère située non loin du théâtre des événements, les manifestants auraient été amenés par bus officiels de leurs districts afin de participer à cette « protestation organisée ».

démocratiques, diffusées sur Internet, avaient fait le tour du monde<sup>19</sup>. Aucun des problèmes soulevés par Trần Dô n'était de nature à déstabiliser un haut dirigeant, et l'Etat n'était pas menacé. La contestation du général Trần Dô n'est pas passée inaperçue au sein de l'élite intellectuelle et politique, mais force est de constater que ses revendications politiques n'ont pas été relayées dans les villes ni dans les campagnes. Les milieux du pouvoir ont en effet l'habitude de pratiquer un débat à deux niveaux : la vérité se discute au sommet, sa relecture est diffusée aux masses<sup>20</sup>.

## LA CONTRE-OFFENSIVE DU PARTI

En 1999, le gouvernement vietnamien a donc utilisé les troubles ruraux pour accélérer le mouvement anti-corruption et la campagne de critiques et d'autocritiques du Parti. En janvier, Lê Kha Phiêu a annoncé qu'il ne s'agissait plus désormais d'attraper de « petits poissons », comprenons par là de simples cadres locaux, mais bien de « gros rats », c'est-à-dire des dirigeants de l'échelon central. De 1996 à 1998, le PCV, qui compte 2 303 000 membres, en avait déjà expulsé plus de 11 000, dont 1 108 jugés pour crimes ; la plupart d'entre eux étaient accusés d'abus de pouvoir, de corruption ou de trafics illégaux. Selon Pham The Duyêt, « il faut rapidement mettre en place une politique unanime pour lutter contre la dégradation de la moralité, du mode de vie des cadres et des membres du Parti de manière à favoriser sa réorganisation »<sup>21</sup>. Dao Duy Quat, vice-président du département de « culture idéologique » du comité central, ajoute qu'« il s'agit de faire un gigantesque effort pour que le Parti mérite son rôle dirigeant au sein de la société et que nous attachons une grande importance à la régénération du Parti »<sup>22</sup>.

A l'automne, le plénum du Parti rendait la nouvelle publique : longtemps protégé par Vo Van Kiêt, l'ancien ministre de la Construction et actuel vice-Premier ministre Ngô Xuân Lộc était relevé de ses fonctions pour corruption. Il était accusé d'avoir personnellement profité du scandale du ciment en 1995<sup>23</sup> et des redistributions immobilières illégales du parc aquatique Thang Long sur les bords du lac de l'Ouest à

---

<sup>19</sup> Fin 1999, le Vietnam ne disposait que de 38 677 abonnés à Internet, un chiffre qui représente à peine 0,05 % de la population du pays (77,8 millions d'habitants).

<sup>20</sup> Hồ Chi Minh avait l'habitude de dire : « Ce qui est utile au peuple, au pays, il est naturel de l'exprimer. Ce qui n'est pas utile au peuple, au pays, il est tout aussi naturel de le cacher » [Cai gi co loi cho dân, cho nuoc thi nhat dinh phai noi. Cai gi không co loi cho dân, cho nuoc thi nhat dinh không noi].

<sup>21</sup> AFP, 9 mars 1999.

<sup>22</sup> F. Balfour, « Vietnam launches top level investigation into party corruption », AFP, 2 août 1999.

<sup>23</sup> Une partie des stocks des cimenteries du nord Vietnam avait été retirée du marché afin de favoriser une flambée des prix dont profitèrent Ngô Xuân Lộc, alors ministre de la Construction, et son entourage.

Hanoi<sup>24</sup>. Selon la rumeur, il trempait de plus dans un trafic fructueux sur la frontière sino-vietnamienne, dans la province de Lang Son. Trois semaines plus tard, le 8 décembre, le vice-président du comité populaire de la ville de Hanoi, Dinh Hanh, était à son tour destitué en raison de sa participation au scandale du parc aquatique Thang Long. Le journal *Tuoi Tre* évoqua des « erreurs » de Dinh Hanh aux « conséquences négatives qui risquaient de flétrir le prestige du Parti »<sup>25</sup>. La chute de Dinh Hanh a servi également à protéger la réputation du maire de la capitale vietnamienne, Hoang Van Nghiê. Enfin, le 9 décembre, on apprenait que Nguyễn Thai Nguyễn, directeur adjoint du Bureau du gouvernement et assistant du Premier ministre Phan Van Khai, avait été arrêté en pleine nuit au mois de novembre, en vertu d'une loi contre le terrorisme, et cela « pour avoir transgressé la loi et menacé la vie et la moralité d'autrui ». Nguyễn Thai Nguyễn, qui se préparait à suivre des études aux Etats-Unis, était accusé d'avoir fourni des informations économiques et militaires sensibles à des gouvernements étrangers, et d'être lui aussi impliqué dans l'affaire Thang Long. Un vice-Premier ministre, un vice-Président du comité populaire de Hanoi, un conseiller du Premier ministre : les « gros rats » évoqués par Lê Kha Phiêu en janvier étaient désignés.

Ces événements peuvent se décoder à la lumière d'une autre grille de lecture. En janvier, il fut rappelé au fil des discours officiels que « la classe politique vietnamienne est évidemment traversée de débats et de discussions, mais même si c'est une chose difficile à comprendre pour les observateurs étrangers, il n'y a pas de divisions entre forces progressistes ou conservatrices, seulement une unanimité pour une politique de réformes »<sup>26</sup>. En effet, la chute successive de Ngô Xuân Lôc, Dinh Hanh et Nguyễn Thai Nguyễn a surtout contribué au renforcement des solidarités de pouvoir au sein du palais. L'arrestation nocturne de Nguyễn n'a pas été l'œuvre de la police, mais d'un petit groupe de cadres du ministère de la Défense. En déclassant Lôc, connu pour sa proximité avec la branche saigonaise (Vo Van Kiêt-Phan Van Khai), au profit de Nguyễn Tan Dung, Lê Kha Phiêu a cherché à s'entourer de fortes personnalités. Dung occupait le poste de directeur des affaires économiques de l'APV. En mai 1998, il avait été nommé gouverneur de la Banque centrale. Il a profité de ce poste stratégique pour peaufiner ses relations. En effet, quoique peu présent dans les médias, il est crédité d'un bel avenir politique. Tour à tour proche de Phan Van Khai et de Lê Kha Phiêu, il penche manifestement pour l'homme fort du moment et conforte ainsi les espoirs de destin national qu'il a fondés. Le Parti a favorisé la nomination à la tête de la Banque centrale de Lê Duc Thuy, député Premier ministre en charge de l'économie et membre du Bureau politique, proche de l'ancien secrétaire général Do Muoi. Pham Thê Duyêt, membre du bureau permanent du BP et président du Front de la patrie, doit son émergence politique à sa gestion de la question paysanne, mais aussi à sa réputation de bras droit de Lê Kha Phiêu. Alors qu'il est question de créer un poste de représentant du bureau permanent à

---

<sup>24</sup> Des terrains s'étendant sur plusieurs hectares avaient été déclassés afin de permettre la construction d'un parc aquatique. Ils furent finalement revendus à des particuliers moyennant des pots de vin de plusieurs milliers de dollars. Voir AFP, 6 décembre 1999.

<sup>25</sup> X. Tr, « Vì sao ông Dinh Hanh và ông Vu Xuân Thuât bị dè nghi bai nhiêm dai biêu Quốc hôi ? » [Pourquoi Dinh Hanh et Vu Xuân Thuât ont-ils été relevé de leurs fonctions de député de l'Assemblée nationale ?], *Tuoi Tre*, Hanoi, 21 décembre 1999.

<sup>26</sup> Cité in D. Lamb, « Vietnam will stay socialist, premier says », in *Los Angeles Times*, 3 janvier 1999.

l'approche du congrès de mai 2001, c'est encore un proche de Lê Kha Phiêu qui pourrait en avoir la direction : Nguyễn Phuc Trong. Ancien secrétaire adjoint du comité populaire de Hanoi, Trong est numéro 19 du Bureau politique, où il occupe actuellement le poste d'adjoint de Pham Thê Duyêt. Le 14 février 2000, il a été nommé secrétaire du Parti de la ville de Hanoi<sup>27</sup>. Enfin, le 28 janvier, le comité permanent de l'Assemblée nationale a approuvé la décision de remplacer Nguyễn Manh Cam, ministre des Affaires étrangères depuis 1991 et proche de Phan Van Khai par Nguyễn Di Niên, et Truong Dinh Tuyền, ministre du Commerce, par Vu Khoan, ancien vice-ministre des Affaires étrangères.

Il est certain que ces remaniements orchestrés médiatiquement participent à une redistribution des cartes pensée de façon clanique. C'est une tradition du jeu politique dans le monde sinisé ; au consensus apparent répond le bruissement des intrigues de palais. En Chine, le mouvement anti-corruption lancé par Jiang Zemin en 1999 se résume aussi de la manière suivante : « *Restez derrière Jiang et vous éviterez la rectification.* » Alors que le scandale du parc nautique de Thang Long ébranle la classe politique vietnamienne, à Pékin, l'affaire de Fujian provoque des désordres similaires<sup>28</sup>. En Chine ou au Vietnam, une campagne anti-corruption vise d'abord à renforcer l'assise politique d'un groupe au pouvoir. Idéologues chinois et vietnamiens s'entendent pour moraliser l'image de leurs partis respectifs afin de résister aux soubresauts de l'extérieur.

## LA NOUVELLE CROISADE DU PARTI

La moralisation du Parti communiste vietnamien est un dernier aspect de la consolidation du pouvoir de Lê Kha Phiêu. Le 18 mai, le secrétaire général déclara : « Dans cette période, la remise en ordre du Parti est nécessaire, continue et urgente. La révolution exige que les membres du Parti soient près du peuple, près des structures, près de la réalité, cela afin de pouvoir gérer à temps les problèmes. Le Parti est à la fois la représentation de l'esprit, le symbole de la vertu, de la conscience et de l'honneur national. Nous ne pouvons pas négliger le caractère important de la dégradation dont il fait l'objet. Rester passif risquerait de mettre en péril la substance du système de l'indépendance et de la sécurité de la nation »<sup>29</sup>. Trois semaines plus tard, le Parti présentait sa première mesure symbolique : l'interdiction faite à ses membres de fréquenter les salons de massage et les salles de karaoké<sup>30</sup>. Au-delà de l'aspect

---

<sup>27</sup> *Tuoi Tre*, Hanoi, 15 février 2000.

<sup>28</sup> M. O'Neill, « La chute du roi de la contrebande agite Pékin », *South China Morning Post*, repris par *Courrier international*, Paris, n° 484, 10-16 février 2000, pp. 40-41.

<sup>29</sup> *Tin Tuc*, Hanoi, 18 mai 1999.

<sup>30</sup> Selon cette circulaire en 19 points, signée le 19 mai 1999 par Pham The Duyet, les membres du Parti ne pourront plus participer à « des jeux d'argent, des paris, se livrer à l'ivresse, à un mode de vie de débauche, ni organiser ou utiliser des services malsains, tels que les *bia ôm* (cafés à services sexuels), karaokés, massages », AFP, 10 juin 1999.

anecdotique de la décision, le ton était donné. Au Vietnam, la culture entretient une relation étroite avec « le maintien de la stabilité sociale, de la sécurité nationale, du développement global des conditions matérielles et du moral de la société. La culture et l'économie sont liées de façon organique, comme deux forces motrices connectées l'une à l'autre »<sup>31</sup>. Seul le Parti est en mesure de protéger les valeurs culturelles nationales d'un pays qui subit l'intrusion de l'étranger. Or il doit répondre à des critiques internes de plus en plus fréquentes. La dénonciation de l'érosion des valeurs nationales est une réponse récurrente du discours politique national à l'ouverture économique. On ne compte plus les articles et ouvrages consacrés à la défense de l'exception culturelle vietnamienne publiés dans les années quatre-vingt-dix<sup>32</sup>. Dans le quotidien de l'armée *Quan doi nhân dân* [Armée du peuple], l'ancien Premier ministre Pham Van Dong (1953-1986) dénonce l'aggravation des problèmes sociaux, les disparités riches/pauvres, ville/campagne, la détérioration du style de vie de ses concitoyens, la mauvaise influence de la culture occidentale, la généralisation de la prostitution, des jeux, de la délinquance, de la toxicomanie. Vo Van Kiet saisit ces occasions pour témoigner de l'impéritie de l'administration à gérer les affaires de son temps<sup>33</sup>. Le gouvernement lance régulièrement de nouvelles campagnes contre les « fléaux sociaux » afin de « contrer les effets du capitalisme ». Parallèlement, le PCV souligne qu'il demeure, contre vents et marées, le dernier rempart garant de la morale et de la tradition : la moralisation de la société vietnamienne doit répondre à la faillite des modèles extérieurs (capitalisme, communisme européen, mythe de l'infaillibilité asiatique), et la défense de la cellule familiale est le premier devoir de tout un chacun. Le journal *Lao dong* [Le Travail] offre à ses lecteurs une rubrique consacrée à la résistance de la famille vietnamienne confrontée à l'occidentalisation des comportements. « Dénoncer la perte de valeurs traditionnelles, relancer la lutte contre les fléaux sociaux, rectifier les erreurs, éliminer les éléments dégénérés, dénaturés, perfectionner la nature de la classe ouvrière, restaurer les points politiques, renforcer la discipline, appliquer le système du centralisme démocratique, tout cela permettra au Parti de retrouver sa pureté, sa force et de pouvoir répondre aux exigences de la nouvelle époque »<sup>34</sup>.

Avec ses 2,3 millions d'adhérents, le Parti domine toujours sans partage la vie politique et économique. En 1999, il a accueilli 114 000 nouveaux membres (7,25 % de plus qu'en 1998). Selon les autorités vietnamiennes, il s'agit de la plus forte augmentation depuis 14 ans<sup>35</sup>. La politique actuelle vise à pousser le plus loin possible la fusion entre le Parti et la

---

<sup>31</sup> *Thoi Bao Kinh Te Viet Nam*, Hanoi, 21 janvier 1999.

<sup>32</sup> Voir Phan Ngoc, *Ban Sac Van hoa Viet Nam* [L'identité culturelle du Vietnam], Hanoi, nxb Van Hoa Thông Tin, 1998 ; Lê Quang Trang, Nguyễn Trọng Hoàn dir., *Nhung Van de Van hoa Viet Nam hien dai* [Questions sur la culture du Vietnam de nos jours], Hanoi, nxb Giao Duc, 1998, entre autres.

<sup>33</sup> *Dau Tu*, Hanoi, décembre 1998.

<sup>34</sup> *Nhan Dan*, Hanoi, 3 février 2000.

<sup>35</sup> Parmi ces nouveaux membres, 32,5 % sont des femmes, 50,05 % sont issus du mouvement des Jeunesses communistes Hồ Chí Minh, 11,2 % appartiennent aux ethnies minoritaires et 18,7 % aux forces armées ; 22,5 % sont des paysans, 10,9 % des ouvriers ou des cadres économiques et 1,46 % des étudiants. 79,3 % des nouveaux membres ont un niveau d'éducation au moins équivalent au niveau du collège. Les cellules du Parti ayant enregistré le plus d'adhésions sont la cellule du Parti de l'armée (14 365),

population. Ce volontarisme se traduit par l'accélération du recrutement et l'amélioration de la présence du Parti dans les organisations de masse, les entreprises, les administrations. La création de cellules du Parti dans les *joint ventures* a d'ailleurs soulevé une vague d'indignation chez les investisseurs. Le PCV est accusé de renforcer son contrôle de manière abusive, et surtout anachronique. Certes, nul n'échappe à la bureaucratie ni à la politique au Vietnam, mais le PCV répond actuellement davantage à une demande sociale et professionnelle qu'aux orthodoxes débats idéologiques d'hier. Les hommes qui ont du pouvoir sont membres du Parti et, *de facto*, travaillent ensemble ; à l'inverse, quiconque a du talent est courtisé par les cadres du Parti<sup>36</sup>. « Aujourd'hui, le Parti est un passage obligé pour les gens aux ambitions professionnelles, c'est un peu comme l'ENA en France. Etre membre facilite la constitution d'un réseau professionnel utile à chacun tout au long de sa carrière »<sup>37</sup>. Même s'il rencontre des difficultés de recrutement, en particulier dans le Sud, le PCV n'est pas perçu par les jeunes comme une puissance du passé devenue obsolète, mais plutôt comme un moyen de faire carrière, et son influence reste importante. Réceptive aux invocations nationalistes, la jeune génération attend désormais du Parti une réponse à l'ouverture économique adaptée à sa soif de consommation. L'idéologie n'est plus l'exigence première du Parti. Sa stratégie de moralisation renforce sa prétention à être la seule instance capable de rassembler au nom des valeurs nationales. Le maintien d'un discours identitaire et une meilleure distribution des fruits de l'ouverture économique suffiraient à confirmer le PCV au cœur de la société.

## UNE OUVERTURE ECONOMIQUE CONTROLEE

En 1999, plus soucieux de préserver des positions acquises que d'engager de nouvelles réformes économiques, le Vietnam a aggravé son retard vis-à-vis des économies de la région qui s'étaient stabilisées, et pour certaines restructurées. Le gouvernement a admis tardivement les effets de la crise asiatique, qu'il a instrumentalisée : source de tous les maux qui touchent son économie, elle justifie la léthargie du système vietnamien. En juillet, Lê Kha Phiêu a pris les devants : « nous devons faire face à de cruelles difficultés dues aux calamités naturelles et à la crise asiatique. Ainsi, il est certain que nos objectifs économiques pour l'année seront difficiles à atteindre »<sup>38</sup>. Le taux de croissance en 1999, même revu à la baisse, a pourtant été de 5 % pour l'ensemble du pays et de près de 6,5 % pour la région de Hô Chi Minh-Ville.

---

la cellule du Parti de Thanh Hoa (4 947), celle de Hanoi (4 807), celle du Nghê An (4 769), la cellule du parti de Ho Chi Minh Ville (3 601), celle de Ha Tay (2 561), etc. Voir *Tin Tuc*, Hanoi, 31 janvier 2000.

<sup>36</sup> *Dau Tu*, Hanoi, 13 janvier 2000

<sup>37</sup> Entretien, Hanoi, décembre 1999.

<sup>38</sup> AFP, 7 juillet 1999.

Certains y voient la preuve que le Vietnam a eu raison de ne pas se lancer aveuglément dans la course à l'ouverture depuis 1986. Sans économie capitaliste à proprement parler, le pays a été protégé de la chute des cours et de la panique financière qu'elle a entraînée en Asie du Sud-Est. Les exportations, qui avaient connu une mauvaise année en 1998, ont été relancées en 1999 et ont augmenté de 20,1 %, face à une chute de 0,6 % des importations : le déficit de la balance commerciale a baissé au-dessous des 12 milliards de francs pour l'année<sup>39</sup>.

La crise asiatique a pourtant bel et bien eu des répercussions au Vietnam. Le pays a surtout été frappé par une chute inquiétante des investissements étrangers. On compte actuellement 717 bureaux de représentation de 41 pays en activité dans la capitale vietnamienne<sup>40</sup>. Selon les données du Service du commerce de Hanoi, ces bureaux emploient plus de 3 000 Vietnamiens, dont le salaire mensuel se situe entre 250 et 300 dollars<sup>41</sup>. En 1999, les investissements autorisés ont à peine atteint 7 milliards de francs, soit 41 % du montant de 1998, qui avait déjà été une mauvaise année. Quand on connaît la part que représentent les investissements directs étrangers dans les recettes de l'économie nationale, la situation paraît dramatique. Selon les statistiques du département général des impôts, les entreprises à capitaux étrangers ont versé en 1999 au budget de l'Etat la somme de 15 250 milliards de dong (recette totale du budget 1999 : 69 500 milliards de dong), soit 31 % de l'ensemble des impôts collectés au niveau national<sup>42</sup>. Le Vietnam subit en fait actuellement le contrecoup de ses années fastes (1993-1997) davantage que les retombées de la crise régionale. De nombreux investisseurs étrangers ont profité de cette dernière pour partir et s'implanter ailleurs, s'épargnant ainsi les lourdeurs de la bureaucratie, la corruption, ou l'incessante valse des changements réglementaires. Les milieux économiques et les donateurs internationaux accusent le Vietnam de ne pas avoir maintenu le rythme des réformes entamées lors du VI<sup>e</sup> congrès du PCV en 1986. L'Union européenne a annoncé en juin que son aide économique pourrait être remise en question si la RSV ne poursuivait pas ses réformes et n'assouplissait pas les contraintes sociales qu'elle impose<sup>43</sup>. A l'occasion de la clôture de la session de l'Assemblée nationale en décembre 1999, les dirigeants ont invoqué la nécessaire réforme en profondeur du système. L'année 2000 devrait être, dit-on, celle de l'amélioration de l'environnement des investissements étrangers, de la refonte des

---

<sup>39</sup> P. Bowring, « Vietnam's economy may be reviving », *International Herald Tribune*, 16 décembre 1999.

<sup>40</sup> Avec 130 bureaux, le Japon arrive en tête. Il est suivi par Singapour (99) et les Etats-Unis (53).

<sup>41</sup> *Dau Tu*, Hanoi, 20 janvier 2000.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> « Nous avons des raisons de nous inquiéter de la situation économique à court terme. La politique de *Doi Moi* se ralentit, ce qui nous inquiète énormément. Le montant de la coopération entre le Vietnam et les membres de l'UE est très substantiel, mais je doute qu'il puisse s'accroître à moins que le gouvernement ne fasse part de sa volonté politique de poursuivre sa politique de développement d'une économie de marché. Nous pensons que la situation intérieure nous donne raison de nous inquiéter. Nous assistons à un recul de la tolérance, à un accroissement des limitations de la liberté de la presse et de la liberté religieuse. Si le Vietnam souhaite recevoir notre aide financière, nous avons en retour le droit d'exprimer nos opinions à voix haute et de critiquer ce qui ne marche pas dans le pays à notre avis ». Wolfgang Erck, AFP, 10 juin 1999.

entreprises d'Etat, du système bancaire, de l'administration et de l'intégration de l'économie vietnamienne à l'économie mondiale (en d'autres termes, de la signature de l'accord commercial avec les Etats-Unis et de la reprise des négociations avec le FMI et la Banque mondiale<sup>44</sup>). Une nouvelle loi sur les entreprises est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, afin notamment de faciliter les procédures administratives des investisseurs étrangers<sup>45</sup>. Le 31 janvier, lors d'une rencontre avec ces derniers, le ministère des Finances s'est engagé à garantir prochainement une égalité entre les entreprises vietnamiennes et les entreprises étrangères opérant au Vietnam<sup>46</sup>. Le 14 février, le gouvernement a promis de rationaliser et d'abolir les frais et les taxes inutiles qui pèsent sur les entrepreneurs<sup>47</sup>. Enfin, après trois années d'hésitation, Phan Van Khai a annoncé le lancement de la construction du centre de transactions boursières de Hô Chi Minh-Ville qui a finalement ouvert ses portes au mois de juillet 2000. Mais la généralisation d'un discours d'inspiration « néolibérale » masque difficilement les limites institutionnelles qui entravent le développement du secteur privé. En dehors de l'activité des *joint ventures*, plus de 80 % de l'activité industrielle est encore concentrée entre les mains des services publics<sup>48</sup>. Malgré les injonctions des organisations multilatérales partenaires (Banque mondiale, FMI), l'administration n'est pas prête à renoncer à une telle manne. Les responsables politiques conservent, au niveau local, des fonctions de contrôle et d'initiative qui assurent la permanence de leur statut et de leurs prérogatives. L'administration est donc en position de force<sup>49</sup>, et même si l'extérieur pèse de tout son poids sur l'économie nationale, l'Etat en garde le contrôle : il délivre les licences et prélève l'impôt, et a ainsi retrouvé sa fonction distributrice<sup>50</sup>. La *Doi Moi* a replacé l'appareil d'Etat au cœur du mécanisme économique, ce qui était le résultat escompté. En 1999, la nécessité de réformes est passée au second plan, et l'essentiel de l'effort consenti par l'appareil vietnamien s'est cristallisé dans la politique anti-corruption. Il s'agissait pour le Parti communiste vietnamien de renforcer d'abord sa présence au centre de l'appareil d'Etat, avant d'affronter une transition économique.

L'année 1999, traversée par l'espoir d'une normalisation des relations commerciales avec les Etats-Unis, n'a de fait pas donné lieu au lancement de politiques aventureuses. Le 29 janvier, la RSV a réenclenché les pourparlers commerciaux avec Washington, bloqués depuis avril 1997. L'ouverture du marché nord-américain est un enjeu de taille : les experts estiment que les exportations vietnamiennes doubleraient dès la première

---

<sup>44</sup> *Lao Đông*, Hanoi, 3 février 2000.

<sup>45</sup> *Doanh Nghiệp*, Hanoi, 20-26 janvier 2000.

<sup>46</sup> *Lao Đông*, Hanoi, 1<sup>er</sup> février 2000.

<sup>47</sup> *Thoi Bao Kinh Te*, Hanoi, 14 février 2000.

<sup>48</sup> P. Havelard, « Ho Chi Minh Ville : l'administration face à la société – Vers une redéfinition des rapports de force ? », *Aséanie*, Bangkok, 2000.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> P. Papin, *Vietnam. Parcours d'une nation*, Paris, La Documentation française, 1999.

année si l'accord était signé, passant de cinq cents millions à un milliard de dollars<sup>51</sup>. Et si l'intégration du Vietnam à l'économie mondiale ne peut plus être mise en cause après sa candidature à l'OMC en 1995 et l'adhésion à l'APEC en 1998, Washington n'est pas, il faut le reconnaître, un partenaire commercial comme les autres. Les négociations se sont déroulées de janvier à septembre 1999. D'un point de vue politique, la signature de l'accord comportait le risque d'intensifier les rapports de force au sein de l'appareil d'Etat vietnamien. Mais le pays avait cruellement besoin d'investisseurs étrangers et de partenaires technologiques. Il s'agissait de rattraper un retard qui mettait le rôle politique du pays dans la région en péril. Nguyễn Tan Dung, vice-Premier ministre et gouverneur de la Banque centrale, se fit l'avocat d'une accélération de l'ouverture du marché afin de renforcer la compétitivité des produits nationaux.

Conduites par Phan Van Khai, les discussions furent suivies avec attention par le Bureau politique. Do Muoi veillait. Lorsqu'un préaccord fut signé, le 25 juillet, l'armée montra quelques signes d'inquiétude et Lê Kha Phiêu s'interrogea sur la position de Pékin. La Chine poussait en effet le Vietnam depuis le mois de février à ne pas faire trop de concessions au cours de ses négociations avec les Etats-Unis. Elle exigeait de plus que Hanoi ne signe pas d'accord avant qu'elle-même en ait ratifié un. Etant donnée l'avancée rapide des pourparlers, Pékin dépêcha une délégation dans la capitale vietnamienne, l'incitant à la prudence. Elle promit en retour de renforcer les relations commerciales bilatérales et de maintenir un partenariat politique et stratégique. L'offre était intéressante pour la RSV, et l'appui de Pékin l'incita à remettre au goût du jour la diplomatie de l'équidistance qui lui permet de jouer du différend sino-américain pour servir ses intérêts. Les Américains tenaient par ailleurs un discours en matière des droits de l'homme qui déplaisait particulièrement aux autorités vietnamiennes. Largement exploitée par Washington, une rencontre entre l'ambassadeur Peterson et le moine bouddhiste dissident Thich Huynh Khoang, en particulier, avait déplu aux officiels vietnamiens. Lorsque, malgré les avertissements chinois, le préaccord avec Washington fut signé, le gouvernement jugea prudent d'annuler la visite du secrétaire d'Etat à la défense William Cohen, ce qui irrita les Etats-Unis. Il s'agissait pour Hanoi de témoigner à Pékin de sa marge de manœuvre. Pourtant, le Vietnam n'avait pas intérêt à mettre tous ses œufs dans le même panier et à prendre trop de distances vis-à-vis de Washington : les promesses chinoises ne le dispensaient pas de redouter l'entrée de la Chine dans l'OMC, qui menaçait davantage son potentiel industriel que les entreprises américaines. Le Vietnam avait donc besoin du marché américain, et ni l'armée, ni le Parti ne remirent en question le bien-fondé de l'accord commercial bilatéral. La RSV souhaitait obtenir à titre permanent le bénéfice des « relations commerciales normales », l'ancienne clause de la nation la plus favorisée, jusque-là octroyée uniquement sur une base annuelle. Il s'agissait d'éviter que la clause soit renégociable chaque année par le Congrès, car le gouvernement y voyait un moyen de pression sur ses affaires intérieures.

Le 6 septembre à Hanoi, Madeleine Albright s'entretint avec Lê Kha Phiêu, Phan Van Khai et le ministre des Affaires étrangères, Nguyễn Manh Cam. A deux doigts de l'accord, qui devait être signé lors du prochain sommet de l'APEC à Auckland, Madeleine Albright s'en prit soudain au ralentissement des réformes de la RSV qui « ne satisfait pas les attentes de l'administration américaine ». Après être revenue, à plusieurs reprises,

---

<sup>51</sup> FEER, 11 février 1999.

sur la question des droits de l'homme, elle n'hésita pas à interpeller Lê Kha Phiêu sur l'échéance de l'abandon du communisme dans le pays<sup>52</sup>. Ulcéré, le secrétaire général annula leur dernière rencontre. La signature de l'accord commercial fut ajournée. La déception fut grande dans les milieux économiques vietnamiens, mais la méthode employée par la diplomatie américaine fut largement condamnée : « le Vietnam a résisté de nombreuses années sans l'aide des Américains. Nous ne pouvons pas nous permettre d'accepter leurs conditions. On peut vivre sans eux. Il n'est pas question d'oublier »<sup>53</sup>. Quel fut le rôle réel de la Chine dans le déroulement des tractations ? A-t-elle bloqué la signature de l'accord pour des raisons politiques ? A-t-elle voulu rappeler ainsi au Vietnam qu'elle l'avait sommé d'attendre qu'elle-même signe un accord préalable avec les Etats-Unis avant de s'engager ? Quoi qu'il en soit, à l'annonce de la signature du traité sino-américain, en novembre, le Vietnam déclara laconiquement : « ce que fait la Chine est bon, mais le Vietnam poursuit à un rythme qui lui est propre »<sup>54</sup>. Lors de la clôture de la session de l'Assemblée nationale en décembre, la RSV indiqua cependant qu'elle souhaitait signer au plus vite l'accord commercial avec les Etats-Unis<sup>55</sup>. Ce fut chose faite six mois plus tard, puisque les négociations reprirent et que l'accord fut finalement ratifié le 13 juillet 2000 à Washington.

## L'EROSION DU MODELE SOCIAL

L'ouverture économique du pays s'effectue depuis près d'une décennie au prix d'une lente érosion du modèle social dont le pouvoir a longtemps tiré sa légitimité. L'éducation nationale et la santé ont en effet toujours été au centre des préoccupations des gouvernements socialistes qui se sont succédé. En 1986, on attendait de l'ouverture économique du pays qu'elle renforce la qualité des services offerts. Or depuis dix ans, c'est à leur dégradation que l'on assiste.

Jusqu'en 1989, l'enseignement était un monopole d'Etat. Cette année-là, l'éducation est devenue payante pour les cycles secondaire et universitaire. A côté des deux cent trente établissements privés officiels, on ne compte plus les classes qui, à l'échelle du quartier, dispensent les cours que le service public ne peut plus assurer. Afin de pallier la faiblesse des salaires, le corps enseignant relance la question d'une « marchandisation du savoir ». Outre les frais d'inscription, les élèves et les étudiants doivent payer une série d'options et des taxes diverses. Tout est désormais négociable : l'obtention d'un diplôme, d'un stage, d'une bourse d'étude, ou bien même une demande de changement

---

<sup>52</sup> AP, 6 septembre 1999.

<sup>53</sup> Entretien, Hanoi, 12 décembre 1999.

<sup>54</sup> AFP, 23 novembre 1999.

<sup>55</sup> *Lao Đông*, Hanoi, 3 février 2000.

d'établissement, de cours ou de classe : plus rien n'est gratuit<sup>56</sup>. Mieux rémunérés dans les sociétés étrangères ou les classes privées, les meilleurs professeurs quittent progressivement les établissements publics, et les familles qui en ont les moyens inscrivent leurs enfants dans des écoles privées. A la campagne, la situation est plus inquiétante encore. La construction d'écoles sert couramment de prétexte à l'administration pour relancer la collecte d'impôts. Or ces programmes prennent fréquemment du retard, quand ils ne sont pas annulés. La mauvaise qualité des enseignements, le sentiment d'être les « laissés pour compte » d'un système éducatif qui favorise les villes, et le constat que, finalement, le savoir devient peu à peu un privilège des classes aisées, tout cela attise le mécontentement des campagnes. Cette dérive inquiète sérieusement l'Etat, même s'il se garde bien de l'évoquer publiquement. La généralisation d'une « société à deux vitesses », de bons services pour les riches, ce qui reste pour les autres, menace sérieusement les fondements même du système. Avec les moyens disponibles, l'administration tente de faire marche arrière<sup>57</sup>. Pour lutter contre la prolifération des cours privés, la « seconde école », des mesures ont été prises pour allonger la durée des cours afin qu'ils se prolongent toute la journée. L'Etat a décidé d'augmenter les salaires du corps enseignant et de relancer les constructions d'établissements scolaires<sup>58</sup>. Dix ans ont pourtant bel et bien suffi à ébranler durablement l'un des piliers de la culture vietnamienne. En 1999, 70 % des diplômés du département de français de l'Ecole normale supérieure de Hanoi ne sont pas parvenus à trouver un travail. Alors que la croissance de l'économie informelle apporte la preuve que le succès matériel ne dépend plus directement du savoir, l'érosion du système éducatif vietnamien présente de grands risques pour l'avenir. La France, mais davantage encore l'Australie, le Japon, les Etats-Unis, offrent un nombre croissant de bourses d'études. Invariablement, la question se pose : que faire de ces diplômés à leur retour ? Car si certains choisissent de ne pas rentrer, le plus grand nombre doit souffrir, au retour, l'humiliation que représentent un salaire et un système hiérarchique rarement fondés sur la compétence.

Les besoins qu'entraîne la nouvelle économie et l'entrée du pays dans l'ASEAN permettent d'identifier les lacunes du système éducatif. Le Vietnam dispose d'un nombre insuffisant d'experts en finance internationale et d'informaticiens, les économistes de haut niveau sont très recherchés, et le gouvernement n'hésite pas à déboursier des sommes élevées pour profiter de leurs compétences (des salaires de plusieurs milliers de dollars, chiffre mirobolant au regard des barèmes en vigueur dans le pays). Il y a peu, un cabinet de conseil étranger a reçu une offre du ministère des Finances lui proposant de lui « emprunter » un mois par an les services de l'un de ses collaborateurs, un expert

---

<sup>56</sup> Au début de 1999 dans certaines provinces septentrionales (Hung yen, Ha Tay, Thai Binh, Nghê An, Thanh Hoa, Nam Dinh) se répandit la nouvelle selon laquelle il suffirait de verser 7 millions de dongs pour être sûr d'entrer à l'École normale supérieure de Thai Binh. Sous prétexte de sélectionner des candidats, Vu Kim Hoan (ancien directeur de la compagnie Sudemex du ministère de l'Industrie) et Nguyễn Van Bac (directeur de l'ENS de Thai Binh) aidaient surtout des personnes à fuir à l'étranger et accaparaient préalablement leurs biens par escroquerie. Voir *Lao Đông*, Hanoi, 17 février 2000.

<sup>57</sup> En 1997, l'éducation représentait 2,7 % de la dépense publique.

<sup>58</sup> Voir pour plus de détails : N. Henaff, J-Y. Martin, *Observatoire de l'emploi et des ressources humaines, Vietnam*, IRD-MOLISA, Hanoi, Editions du travail et des affaires sociales, octobre 1999.

vietnamien en comptabilité publique formé aux Etats-Unis : l'organe gouvernemental n'arrivait pas à en recruter sur le marché local du travail. Enfin, l'intégration progressive du Vietnam dans les institutions multilatérales, régionales et internationales révèle de manière inquiétante la carence du régime en hauts fonctionnaires et autres experts adaptés aux nouvelles règles internationales. Depuis 1995, le Vietnam rencontre des difficultés notables à s'imposer lors des réunions auxquelles il participe au sein de l'ASEAN, parce qu'il manque de cadres maîtrisant l'anglais<sup>59</sup>.

La société vietnamienne doit de surcroît faire face à la dégradation préoccupante de son système de protection sociale. Dans le domaine de la santé, la privatisation des soins et l'augmentation des coûts qui en résulte est une source de dysfonctionnements inquiétants pour le futur. Les autorités administratives locales (comité populaire de district et de province) légitiment la collecte de l'impôt auprès de la population par leur souci d'améliorer la qualité du service public. Or, dans les campagnes notamment, la situation se dégrade. Les services (médicaments, séjours à l'hôpital, transports sanitaires) sont devenus hors de prix. Les autorités locales font payer aux paysans le coût de la soi-disant modernisation, alors que ces derniers ne constatent que la dégradation des services publics éducatifs et sanitaires.

Le ministère de la Santé a instauré une carte d'assistance médicale qui permet de délivrer des soins gratuits aux familles défavorisées, et il a mis en place une procédure réduisant les frais d'hospitalisation sur présentation de justificatifs. Il gère en outre trois programmes de solidarité : un fond social pour les anciens combattants et les invalides ; un fond de couverture sociale pour les handicapés, les orphelins et les personnes âgées, et un fond d'urgence pour lutter contre les famines et les situations liées aux catastrophes naturelles. Mais les résultats d'une étude de la Banque mondiale dans la province de Lao Cai montrent les limites de ce système<sup>60</sup>. Les services de santé apparaissent à la fois trop onéreux et de mauvaise qualité. En principe gratuits, les dispensaires sanitaires de quartier sont délaissés : nombreuses sont les familles qui se tournent vers une médecine privée jugée plus à l'écoute des patients. Entre 1987 et 1999, le nombre de consultations dans les établissements publics de soins a été divisé par trois, et les Vietnamiens ont de plus en plus recours à l'automédication. Les médecins privés acceptent souvent de se rendre à la demeure du malade et sont prêts à accorder un crédit pour l'achat des médicaments, ce qui n'est pas le cas des praticiens du service public. Un traitement bénin revient couramment à la moitié d'un salaire moyen (200 000 dong). Un accident ou une maladie grave menace sérieusement la situation économique d'un foyer. Le rapport montre par exemple que dans le Ha Tinh, une maladie ou un décès est la cause de la détérioration du niveau de vie des familles dans 57 % des cas<sup>61</sup>.

Soucieux d'éviter tout dérapage, le ministère de la Santé a émis en janvier 2000 une note demandant aux dirigeants du Service sanitaire des provinces de renforcer son

---

<sup>59</sup> Entretien avec un haut fonctionnaire de la RSV, Hanoi, 17 décembre 1999.

<sup>60</sup> *Vietnam, Attacking Poverty*, Vietnam Development Report 2000, Joint Report of the Government of Vietnam - Donor - NGO Poverty Working Group, Consultative Group Meeting for Vietnam, 14-15 décembre 1999, p. 123.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 105.

contrôle sur les structures privées existantes. Or ce texte prévoit aussi que « si une personne exerçant dans le domaine privé de la santé prend activement part au travail de soins et de protection de la santé de la population, les dirigeants du Service santé de la localité doivent en informer le ministère qui pourra faire bénéficier cette personne du système de récompenses »<sup>62</sup>. Incapable d'en contrer l'émergence, le gouvernement, conscient des limites du service public, incite désormais les autorités locales à faciliter la délivrance de licences à qui souhaite exercer une activité dans ce domaine. Aujourd'hui, la privatisation des soins fragilise un contrat vieux d'un demi-siècle entre le peuple et ses représentants. Le régime communiste avait fait de l'éducation, la protection sanitaire ou la prise en charge des funérailles – trois éléments négligés par la monarchie et l'administration coloniale – un des fondements de son « mandat céleste » ; il recevait en retour « *stabilité et affection de son peuple* ». La détérioration de ce lien au cours des années quatre-vingt-dix lui fait courir un danger qu'il aurait tort de sous-estimer : il prend part à l'antagonisme croissant qui oppose les pauvres et les riches, les campagnes et les villes, la population et l'administration locale et ses représentants.

## LE VIETNAM ET L'ASEAN

Le Vietnam est entré le 28 juillet 1995 dans l'ASEAN parce que Hanoi voulait notamment démontrer son appartenance au monde sud-est asiatique vis-à-vis du monde chinois. Il s'agissait également, à travers les liens de solidarité tissés avec les pays de l'Association, de répondre aux critiques formulées par les Occidentaux en matière de droits de l'homme. Kuala Lumpur et de Jakarta avaient en effet des positions très claires à ce sujet : un rejet de toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre. Hanoi espérait par ailleurs que dans le cas d'un différend bilatéral qui pourrait l'opposer à la Chine, l'ASEAN soumettrait Pékin à d'intenses pressions diplomatiques<sup>63</sup>. Enfin, sur le plan économique, le rapprochement du Vietnam avec les marchés et les économies des pays de l'ASEAN procédait d'une stratégie de diversification et d'ouverture multilatérale rendue nécessaire après la disparition de l'Union soviétique. La coopération du Vietnam avec l'Asie du Sud-Est s'inscrivait dans un paysage politique de l'après-guerre froide. Cinq ans après son adhésion à l'ASEAN, la position du Vietnam témoigne cependant de la fragilité de son intégration régionale.

En ce qui concerne la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays membres, l'Association a longtemps prôné la défense des souverainetés nationales par une

---

<sup>62</sup> Thanh Niên, Hanoi, 19 janvier 2000.

<sup>63</sup> Rappelons que ce calcul diplomatique a été mis à l'épreuve par la Chine en mars 1997. A l'époque, Hanoi s'était aperçu que Pékin avait installé une plate-forme d'exploration pétrolière à mi-chemin entre le Vietnam et Hainan, à la limite du tracé chinois englobant la mer de Chine méridionale. Après avoir protesté en son nom propre sans succès, le Vietnam requit le soutien de l'ASEAN, laquelle fit front commun contre le geste chinois. Surpris, les Chinois retirèrent leur plate-forme.

entente tacite entre les équipes dirigeantes<sup>64</sup>. Or, conséquence de la crise asiatique, la notion de droit de regard et de critique entre pays membres, lorsque les situations politiques intérieures risquent d'affecter la région, s'est lentement imposée, à l'instigation de la Thaïlande et des Philippines. En décembre 1998, lorsque le Vietnam a accueilli pour la première fois un sommet de l'ASEAN, les divergences entre les pays membres ont éclaté au grand jour. Singapour, la Thaïlande et les Philippines se sont fermement opposés à la volonté vietnamienne d'accepter l'adhésion du Cambodge<sup>65</sup>, et le Vietnam a déploré la lutte inégale qu'il menait au sein de l'Association. Dans les coulisses, on chuchote que sans le soutien de la Chine, Hanoi ne serait pas parvenu à imposer le compromis adopté sur le Cambodge. Au sortir du sommet de Hanoi, les autorités vietnamiennes ont jugé la politique de l'ASEAN négligente dans la mesure où elle a concédé un champ libre à l'influence de l'Occident. Si la raison d'être de l'intégration régionale est toujours partagée, le débat sur la remise en cause de la règle du consensus au sein de l'association mécontente le milieu politique vietnamien.

Le Vietnam refuse de céder à une logique selon laquelle une sortie de la crise asiatique s'accompagne nécessairement d'une ouverture politique et d'un pas vers le multipartisme. Le 2 janvier 1999, Phan Van Khai prévient : « nous n'allons pas adopter les réformes politiques comme certains pays jugèrent bon de le faire parce que nous pensons qu'elles sont sources de désordre social »<sup>66</sup>. L'Indonésie offre l'exemple du chaos de son processus de démocratisation. Certes Goh Chok Tong, Premier ministre singapourien, n'a pas l'imprudence d'inclure le facteur politique lorsqu'il évoque les « quatre effets positifs de la crise asiatique », mais le nouveau *leadership* de la Thaïlande et des Philippines au sein de l'ASEAN, gagné sur l'Indonésie de l'après Suharto, inquiète les Vietnamiens<sup>67</sup>. Il ne se passe pas une journée sans que la presse vietnamienne condamne l'influence croissante de l'ingérence politique de par le monde, au Timor oriental, au Cambodge, mais aussi en Yougoslavie, en Irak, à Cuba, en Tchétchénie, au Tibet ou dans le Xinjiang. En septembre, Hanoi a refusé à la Thaïlande le droit de survoler son espace aérien pendant la nuit pour acheminer ses troupes au Timor oriental<sup>68</sup>. L'intervention des Nations unies placée sous le commandement de l'Australie a déplu aux autorités vietnamiennes. Une fracture s'est installée dans la

---

<sup>64</sup> S. Boisseau du Rocher, « La sécurité de l'Asie du Sud-Est à l'épreuve de la crise économique », in F. Godement dir., *Chine, Japon, ASEAN, Compétition stratégique ou coopération ?*, Paris, Les Etudes de la Documentation française, 1999, pp. 11-64.

<sup>65</sup> R. Mitton, A. Reyes, « Hurting in Hanoi. A Summit exposes ASEAN as divided, but trying to hang together », in *Asiaweek*, Hong-Kong, 25 décembre 1998-1<sup>er</sup> janvier 1999, pp. 28-32.

<sup>66</sup> R. Mitton, « No, not greater democracy reform or further reforms, but power plays that may result in a leadership shuffle », in *Asiaweek*, Hong-Kong, 29 janvier 1999.

<sup>67</sup> « The crisis, says Mr Goh Chok Tong, has produced four positive outcomes : it has speeded up the opening of economies, forced Asians to be more aware of good corporate governance, made the region concentrate on its real competitive strengths, and provided a hard lesson about globalisation », *The Economist*, Londres, 12 février 1999.

<sup>68</sup> M. Vatikiotis, B. Dolven, S. Crispin, « ASEAN : missing in action », in *FEER*, Hong-Kong, 30 septembre 1999, p. 14-16.

région. L'émergence d'une société civile au sein de l'ASEAN a conduit le Vietnam à rechercher un nouveau contrepoids à son rapprochement avec l'Asie du Sud-Est.

Sur le plan stratégique, le Vietnam se heurte à la nouvelle ligne diplomatique adoptée par l'Association sur la question de la mer de Chine du Sud<sup>69</sup>. Le rapprochement très rapide entre le Vietnam et l'ASEAN avait une justification géopolitique essentielle : il s'agissait, de part et d'autre, de faire bloc contre l'hégémonie redoutée de Pékin. Or la crise asiatique a modifié les relations entretenues par l'ASEAN et la Chine : l'association entend accélérer l'intégration de ce pays dans les discussions régionales, afin de réactiver un dialogue de voisinage. Ce retournement est perçu comme un affaiblissement du poids du Vietnam au sein de l'organisation. A Hanoi, on ne se fait guère d'illusions : « chaque pays poursuit ses propres intérêts et nous savons que personne ne nous aidera en cas de besoin »<sup>70</sup>, et la RSV ne cache pas sa déception. En effet, alors que la question des îles Spratly, occupées par des garnisons vietnamiennes, chinoises, malaises, philippines, taiwanaises (Brunei revendique également quelques récifs mais ne les occupe pas) domine les débats sur les problèmes de sécurité intra-ASEAN, le Vietnam constate que ses partenaires ne souhaitent pas intégrer son contentieux avec la Chine sur les Paracels<sup>71</sup> à l'agenda des discussions.

Lorsque les dix chefs de la diplomatie se réunissent à Singapour en juillet 1999 dans le cadre du Forum régional de l'ASEAN, les Spratly, troublées par le deuxième incident sino-philippin en moins de deux mois<sup>72</sup>, sont au cœur des débats. Rodolfo Severino, secrétaire général de l'organisation, émet l'espoir que l'Association puisse « de plus en plus s'exprimer d'une seule voix »<sup>73</sup>. Il déplore le fait que son image ait été récemment ternie par son incapacité à adopter des mesures adéquates pour contrer la crise financière asiatique. Domingo Siazon, ministre des Affaires étrangères des Philippines, propose l'adoption d'un « code de conduite » destiné à désamorcer les tensions dans les Spratly. L'important est de préserver la stabilité régionale et d'éviter toute confrontation avec la Chine. Hanoi n'est pas en position de force et, avant de se ranger à l'idée générale, ne peut donc que déplorer discrètement la régionalisation de ses revendications territoriales. Paracels et Spratly (Hoang Sa et Truong Sa dans leur dénomination vietnamienne) sont indissociables à ses yeux<sup>74</sup>. Le 27 mars, Phan Thuy Thanh, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, déclare à la presse : « Le Vietnam dispose de preuves historiques et d'éléments juridiques suffisants pour démontrer sa souveraineté incontestable sur les archipels des Paracels et des

---

<sup>69</sup> Kavi Chongkittavorn, « One dark spot remains in ASEAN-China ties », in *The Nation*, Bangkok, 3 décembre 1999.

<sup>70</sup> Entretien avec un haut fonctionnaire de la RSV, Hanoi, 17 décembre 1999.

<sup>71</sup> Après en avoir chassé la garnison sud-vietnamienne, Pékin occupe l'essentiel des îlots de l'archipel depuis 1974.

<sup>72</sup> AFP, 20 juillet 1999.

<sup>73</sup> AFP, 20 juillet 1999.

<sup>74</sup> « Lập trường của Việt Nam về các vấn đề Biển đông là rõ ràng và nhất quán » [La position du Vietnam sur la Mer orientale – Mer de Chine – est claire et conséquente], *Nhân Dân*, 14 octobre 1999.

Spratly »<sup>75</sup>.

La question du « code de conduite » a été abordée lors du sommet de l'ASEAN+3 (Japon, Chine et Corée du Sud) en novembre à Manille. Si l'Association n'a pas défendu à proprement parler une ligne unique (la Malaisie reprochait au texte d'être trop général, le Vietnam voulait y inclure le cas des Paracels), elle est apparue en revanche unie pour lutter contre « l'expansionnisme chinois dans l'archipel des Spratly ». Le texte s'opposait à toute nouvelle occupation des territoires disputés. Pékin a condamné le « code de conduite », accusé de viser à limiter son rôle politique et ses manœuvres militaires dans la région. Les Vietnamiens, les Malais et les Chinois campant sur leurs positions, la controverse a tourné à l'impasse.

Début décembre, la question fut abordée à l'Assemblée générale des Nations unies. Gao Feng, ambassadeur chinois auprès de l'ONU, revint sur le fait que « la souveraineté chinoise sur l'archipel a été prouvée par quatre cents chercheurs qui après dix années de travail sur place prouvent historiquement que la Chine est à l'origine de la découverte et du développement de l'archipel des Spratly »<sup>76</sup>. Pham Truong Giang, représentant de la RSV, lui répondit que « le Vietnam détient également de sérieuses preuves historiques de la légalité de sa souveraineté sur la zone et qu'une action chinoise dans les Spratly serait considérée comme une violation de sa souveraineté »<sup>77</sup>. Felipe Mabilangan, représentant des Philippines, et Hasmy Agam, ambassadeur de Malaisie, se voulurent plus conciliants et exigèrent un respect du « code de conduite » de Manille en accord avec les lois internationales et le droit maritime. A la différence de ses partenaires de l'ASEAN soucieux de promouvoir un *statu quo*, le Vietnam dénonça une politique du fait accompli : le gouvernement chinois aurait déjà bloqué l'accès aux côtes des Spratly et des Paracels aux pêcheurs des pays limitrophes. On apprit par ailleurs que l'armée vietnamienne aurait ouvert le feu en octobre sur un avion de reconnaissance philippin qui survolait des récifs qu'elle occupait. L'absence d'unité et la faible solidarité entre les protagonistes décrédibilisa partiellement tout « front uni ».

Si la question de la mer de Chine fragilise l'unité de l'Association d'un point de vue stratégique, il en est une autre que le Vietnam observe avec méfiance : la constitution d'une troïka de niveau ministériel, chargée de veiller à la sécurité régionale. Abordée lors du sommet de Manille, la proposition émane du Premier ministre malais, Mahathir Mohamed<sup>78</sup>. Il s'agirait de créer une structure politique souple, capable de gérer les crises régionales sans avoir à recourir à une intervention extérieure : l'affaire du Timor oriental est dans les mémoires. L'idée ne soulève pas l'enthousiasme des Vietnamiens, car la création d'une troïka limiterait la souveraineté nationale des Etats membres. Si l'engagement du Vietnam dans les structures défendant la paix est réel, il demeure néanmoins dans un registre très idéologique, et la politique étrangère de la RSV est essentiellement réactive. L'amorce de ce nouveau débat au sein de l'ASEAN renforce l'intérêt porté par certains pour un nouveau rapprochement avec Pékin, au moment où la

---

<sup>75</sup> « Hoang Sa va Truong Sa thuộc chủ quyền của Việt Nam » [Les Paracels et les Spratly sont sous la souveraineté du Vietnam], *Nhân Dân*, Hanoi, 3 juin 1999.

<sup>76</sup> Thalif Denn, « China : Spratly dispute is regional », *The Nation*, Bangkok, 10 décembre 1999.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> « Regional security has to be taken more seriously », *The Nation*, Bangkok, 6 décembre 1999.

diplomatie chinoise défend le droit des nations à lutter contre toute forme d'ingérence extérieure. En décembre, la déclaration commune de Boris Eltsine et de Jiang Zemin à Pékin a eu un fort retentissement au Vietnam. A moyen terme, le modèle de Manille apparaît aléatoire pour Hanoi, alors que Pékin développe des thèses connues des Vietnamiens, susceptibles de protéger un acquis politique qu'ils ne désirent pas remettre en cause.

Sur le plan commercial enfin, le rapprochement du Vietnam avec l'ASEAN a d'abord été guidé par un besoin de diversification et d'ouverture multilatérale après le départ des Soviétiques. En 1999 cependant, les pays de l'ASEAN ne représentaient encore que 22 % de l'ensemble des exportations vietnamiennes (environ 2,5 milliards de dollars)<sup>79</sup>. La crise asiatique a incité le Vietnam à diversifier l'éventail de ses partenaires commerciaux, et selon une étude du ministère du Commerce, la part des échanges intra-communautaires continuera de fléchir en 2000, d'une part parce que le pays poursuit une politique de diversification vers de nouveaux marchés d'exportation comme l'Union européenne et la Russie, d'autre part parce que le volume de riz vietnamien exporté en Indonésie ou aux Philippines commence à baisser, compte tenu du fait que ces pays retrouvent leur niveau de production d'avant la crise. Le commerce extérieur du Vietnam avec les pays de l'ASEAN est très déséquilibré, notamment parce que la structure de ses exportations ressemble trop à celle des autres pays du bloc. Lors de la rencontre de Manille en novembre 1999, les Dix ont convenu d'accélérer la mise en place de leur zone de libre-échange : les droits de douane intra-régionaux seront abolis en 2005 par les Etats les plus avancés de l'Association (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour) et en 2015 pour les autres (Birmanie, Cambodge, Laos et Vietnam). Cette baisse des tarifs douaniers au sein de la zone ASEAN constitue un risque pour l'avenir de l'économie vietnamienne, peu préparée à cette concurrence.

## LE VIETNAM ET LA CHINE

Idéologie et intérêt national ont présidé à la normalisation et au développement des rapports vietnamo-chinois dans les années quatre-vingt-dix<sup>80</sup>. La Chine et le Vietnam vivent une situation nouvelle où les occasions et les défis coexistent. Sur le plan diplomatique, l'évolution récente de la politique chinoise n'est pas une menace pour le Vietnam, ni pour ses voisins du bassin sud-est asiatique. Consciente de sa vulnérabilité sur le terrain économique, la République populaire de Chine (RPC) essaie d'accroître sa coopération avec l'ASEAN<sup>81</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, au milieu des

---

<sup>79</sup> Thuong Mai, Hanoi, 10 novembre 1999.

<sup>80</sup> C. Thayer, R. Amer (dir), *Vietnamese Foreign Policy in Transition*, Singapore, ISEAS, 1999.

<sup>81</sup> F. Godement, « Paix ou guerre en Asie ? », in *Ibid.* (dir), *Chine, Japon, ASEAN. Compétition stratégique ou coopération ?*, La Documentation française, 1999.

années quatre-vingt-dix, l'intérêt de l'Association a été d'intégrer le Vietnam afin de profiter d'un nouvel allié pour prévenir le tournant asiatique de la politique chinoise. Lorsque la région a été frappée par la crise financière de 1997, le refus de Pékin de dévaluer sa monnaie nationale a été salué comme un acte de solidarité à l'égard de la région. Depuis 1995, la volonté de l'ASEAN est d'intégrer la Chine dans les institutions globales et régionales (ARF, APEC, OMC) et de favoriser une interdépendance accrue. Et pourtant, malgré le nouveau profil de sa politique étrangère, la participation de la Chine au dialogue régional paraît encore modeste : Pékin est peu disposé à sacrifier ses intérêts nationaux. A Manille, en novembre 1999, le sommet ASEAN+3 a montré les limites de la coopération de Pékin, mais le désaccord chinois sur la question épineuse des îlots de la mer de Chine n'en apporte pas moins une preuve tangible de son intégration régionale.

Cette nouvelle perspective a conduit le Vietnam à rééquilibrer sa politique asiatique. Pékin ne se limite pas au multilatéralisme et continue d'avoir une forte préférence pour les relations d'Etat à Etat. Depuis 1997, l'analyse de la diplomatie régionale chinoise a révélé une « poussée vers le Sud » qui s'est notamment traduite par une intensification de ses contacts avec les pays de la péninsule indochinoise. Le Vietnam a pris conscience des risques et des bienfaits de ce redéploiement. Du sommet de décembre 1998, alors que le pessimisme régnait au sein de l'ASEAN, les Vietnamiens ont retenu deux leçons. D'une part, ils savent que le combat qu'ils ont mené pour imposer l'intégration du Cambodge à leurs partenaires de l'ASEAN n'aurait pas été couronné de succès sans le soutien actif de la diplomatie chinoise. D'autre part, ils n'oublient pas que l'action de Pékin, au-delà de ses bénéfices immédiats, dévoile ses nouvelles ambitions : prendre appui sur la péninsule indochinoise (Vietnam, Cambodge, Laos) pour contribuer à affaiblir l'ASEAN.

Depuis 1997 en effet, la Chine ne cache pas son souhait de voir s'améliorer les relations entre Hanoi et Phnom Penh. La diplomatie chinoise a fait pression sur Hun Sen pour accélérer ce rapprochement. Une aide militaire a été accordée au Cambodge en échange de sa collaboration. Sans la Chine, Hun Sen ne serait vraisemblablement pas venu au sommet de Hanoi. La Thaïlande suit de près l'évolution de l'influence chinoise dans la péninsule.

Depuis un an, Pékin accélère sa coopération avec Vientiane, Phnom Penh et Hanoi. L'ampleur nouvelle de la coopération sino-laotienne ne remet bien entendu pas en cause les fameuses « relations spéciales » lao-vietnamiennes. Au Vietnam, nul ne conteste l'ouverture progressive du Laos à ses voisins thaïlandais et chinois. Au tarissement de l'aide soviétique, le Laos – comme le Vietnam – a répondu par un renforcement de ses liens avec ses voisins, tout en entretenant des relations avec l'Occident et l'ASEAN, dont il est devenu membre en juillet 1997. Son partenariat avec la Chine se renforce depuis le début des années quatre-vingt-dix<sup>82</sup>. Coopération militaire, aide économique et culturelle... désormais, la Chine impose sa présence par la visibilité de ses projets : rénovation de la route n°1 dans la province de Luang Nam Tha, de la route n°4 dans la province de Phongsali vers le Yunnan. En décembre 1999, Pékin a inauguré un spacieux centre culturel au cœur de la capitale laotienne. Les relations entre les deux

---

<sup>82</sup> Nicolas Derai, « Une ouverture politique et économique hésitante », in *Eglises d'Asie*, Paris, n° 229, décembre 1999, pp. 3-17.

pays sont excellentes<sup>83</sup>.

Historiquement, les relations entretenues par la Chine et le Cambodge sont tumultueuses. Mis au ban de la communauté internationale depuis son coup de force contre le Prince Norodom Ranariddh, Hun Sen a apprécié l'approche plus conciliante des Chinois. Depuis 1997, l'aide militaire accordée par Pékin a été revue à la hausse. L'armée cambodgienne s'est équipée en matériels chinois. Parallèlement, les investissements de Pékin se multiplient dans le pays.

Le Vietnam n'y trouverait certainement rien à redire si ce renforcement de la présence chinoise ne l'avait concerné à son tour. Depuis le début de la crise asiatique, les relations entre la Chine et le Vietnam sont facilitées à tous les niveaux. En position de force, la RPC joue sur la faiblesse de ses interlocuteurs pour améliorer son image et signifier qu'elle maintient une politique solidaire en Asie du Sud-Est. Pékin profite du déficit d'autorité dans la région pour avancer ses pions sans avoir à combattre. La chute de ses débouchés extérieurs incite le Vietnam à redoubler d'activité avec Pékin. Lorsque Phan Van Khai a rencontré Zhu Ronghi en octobre 1998, ce dernier a promis de renforcer l'aide de la Chine au Vietnam et surtout d'accroître au plus vite les échanges commerciaux encore modestes entre les deux pays<sup>84</sup>. Le problème qui se pose dans le partenariat économique sino-vietnamien tient au déficit chronique de la balance commerciale auquel doit faire face le Vietnam. Les banques centrales des deux pays ont essayé sans grand succès de développer des modes de paiement adaptés. En outre, le volume du commerce transfrontalier illégal ne cesse de croître (le ministère vietnamien du Commerce l'estime à près de 500 millions de dollars). Au cours de l'année, les rencontres entre dirigeants vietnamiens et chinois ont été régulières, et cette coopération a culminé lors de la visite de Lê Kha Phiêu (accompagné par Nguyễn Tan Dung, gouverneur de la Banque centrale, Nguyễn Manh Cam, ministre des Affaires étrangères et Nguyễn Sinh Hung, ministre des Finances) en Chine du 25 février au 2 mars 1999, qui s'est conclue par la signature d'un accord de coopération économique. Le 20 mai, Nguyễn Tan Dung est retourné une semaine en Chine « pour étudier l'expérience chinoise en matière de réforme économique et d'ouverture internationale »<sup>85</sup>. Les débats ont porté en particulier sur l'évolution des négociations commerciales poursuivies par les deux pays avec les Américains au lendemain du bombardement de l'ambassade de la RPC en Serbie par l'OTAN. Dung a réaffirmé la position solidaire de son gouvernement, une réaction qui, a-t-il prévenu, n'impliquait pas de ralentissement dans le dialogue économique avec les Etats-Unis. A la fin de l'année, Mai Van Dau, vice-ministre du Commerce, a annoncé qu'en 1999, le commerce entre la Chine et le Vietnam avait finalement doublé pour atteindre près d'un milliard de dollars.

La crise régionale donne aux partenaires la mesure des interdépendances : en positif comme en négatif, l'évolution du commerce entre la Chine et le Vietnam ne peut plus être jugée du seul point de vue économique. Il n'est pas une semaine sans que la presse

---

<sup>83</sup> Saritdet Marukatat, « Vientiane's new balancing act », *Bangkok Post*, Bangkok, 22 mai 1999.

<sup>84</sup> Fin 1998, la valeur totale des échanges atteignait 613 millions de dollars – exportations vietnamiennes 271 millions de dollars, importations vietnamiennes 342 millions de dollars –, soit 7 % de la valeur totale du commerce extérieur du Vietnam et 0,4 % des activités import-export de la Chine, *Dau Tu*, Hanoi, 1<sup>er</sup> octobre 1998.

<sup>85</sup> VNA, 12 mai 1999.

vietnamienne ne consacre un article ou un dossier aux risques économiques et sociaux d'un manque de régulation des relations commerciales avec la Chine. Le Vietnam voit dans l'intégration de la RPC à l'OMC une menace à terme pour son économie. « Au Vietnam, un certain nombre de questions se posent quant aux difficultés que vont rencontrer les entreprises nationales avec l'entrée de la Chine dans l'OMC. Tant que la Chine ne fait pas partie de l'OMC, les produits textiles vietnamiens notamment disposent d'un avantage car ils peuvent bénéficier de tarifs préférentiels sur des marchés d'exportation importants. Entrée dans l'OMC, la Chine pourra également bénéficier de tels avantages. Les produits vietnamiens seront-ils alors en mesure de concurrencer les produits chinois ? »<sup>86</sup>. Alors que la normalisation politique de 1991 et l'intensification des relations entre les deux pays éloignent le risque d'un affrontement militaire, les autorités vietnamiennes craignent désormais « une vassalisation économique dangereuse pour l'identité nationale »<sup>87</sup>. La responsabilité d'un Etat se mesure, répète-on, à « sa capacité à trouver une situation médiane de manière à satisfaire les nécessités économiques et politiques. Il y a là une question de souveraineté politique »<sup>88</sup>.

Alors que l'accroissement des relations économiques entre les deux pays est une nécessité défendue par le gouvernement, la presse officielle égrène les dangers que fait courir l'arrivée sur le marché national des marchandises chinoises. Ainsi, lorsqu'en janvier 1999 un élève de l'école Kim Dong à Ha Long a été blessé par un pistolet à air comprimé de manufacture chinoise, les autorités de la province de Quang Ninh ont annoncé la saisie immédiate des lots de ces jouets<sup>89</sup>. En mai, le journal *An Ninh Thu Do* a lancé un cri d'alarme contre l'augmentation de la contrebande de sucre chinois accusée de ruiner les sucreries vietnamiennes<sup>90</sup>. Le 25 mai, le ministre du Commerce a dénoncé un trafic d'œufs provenant de Chine, qui aurait causé la chute du prix de la production nationale. En juin, le ministère de l'Agriculture a estimé que l'importation de viande de porc ou de cochons de Chine compromettrait la lutte contre les maladies porcines au Vietnam<sup>91</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet, ce fut au tour des producteurs de soie de Lam Dong de protester contre l'importation des produits chinois moins chers de 30 à 50 %<sup>92</sup>. En juillet toujours, le département du service des douanes de Lang Son démantela un réseau de contrebande de faux billets vietnamiens en provenance de Chine<sup>93</sup>.

Simultanément, en décembre 1999, la presse vietnamienne s'est passionnée pour le succès du fabricant de chaussures Bitis, une entreprise symbole du dynamisme de

---

<sup>86</sup> *Thoi Bao Kinh Tê Viêt Nam*, Hanoi, 22 décembre 1999.

<sup>87</sup> Entretien avec un haut fonctionnaire de la RSV, Hanoi, 21 décembre 1999.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> *Lao Dong*, Hanoi, 4 janvier 1999.

<sup>90</sup> *An Ninh Thu Do*, Hanoi, 12 mai 1999.

<sup>91</sup> *Hai Quan*, Hanoi, 1<sup>er</sup> juin 1999.

<sup>92</sup> *Tuoi Tre*, Hanoi, 1<sup>er</sup> juillet 1999.

<sup>93</sup> *Hai Quan*, Hanoi, 3 août 1999 et 24 août 1999.

l'économie nationale<sup>94</sup> : une usine Bitis devait prochainement ouvrir ses portes sur le sol chinois. Pour les Vietnamiens, l'enjeu symbolique était important : il s'agissait de montrer que les marchandises vietnamiennes avaient une chance d'être valorisées dans un secteur clé de l'économie chinoise. Tout au long du mois, la décision fut commentée dans le monde politique et économique. Pour tous, Bitis témoignait de ce que l'industrie nationale vietnamienne pouvait résister aux désordres de la mondialisation à venir.

Réalité politique, nécessité économique, le déséquilibre des relations commerciales en faveur de la Chine favorise la résurgence au Vietnam d'un imaginaire collectif qui peut constituer une menace pour l'avenir.

Si le renforcement des liens sino-vietnamiens est réel, son intérêt politique et stratégique tient aussi pour le Vietnam à la promesse faite par Jiang Zemin à Phan Van Khai en octobre 1998 de signer avant la fin de l'année 1999 un accord sur les frontières terrestres (1 300 kilomètres entre les provinces de Lai Chau, Ha Giang, Cao Bang et Lang Son côté vietnamien et les républiques du Yunnan et du Guangxi côté chinois), qui empoisonnent les relations bilatérales depuis 1993. A l'automne 1998, il subsistait encore près de cent zones de litige. Chinois et Vietnamiens se sont entendus pour intégrer la signature de l'accord terrestre à l'élaboration d'un partenariat plus global entre les deux pays. Zhu Ronghi est venu à Hô Chi Minh-Ville et à Hanoi pour une visite de quatre jours, du 1<sup>er</sup> au 4 décembre. Commerce et accord frontalier ont été au programme des discussions. Le Premier ministre chinois a tenu à ce que le différend sur les îlots de la mer de Chine, Paracels et Spratly, soit exclu des discussions. Officiellement, la question du bornage de la frontière terrestre est résolue, et l'accord a été signé le 29 décembre. La rencontre n'a pourtant pas été une réussite. Hanoi souhaitait trouver un accord sur le commerce frontalier afin d'éviter d'être submergé par des marchandises chinoises bon marché, mais Zhu Ronghi a refusé tout compromis. On a vu précédemment que, selon une rumeur qui court à Hanoi, l'ancien vice-Premier ministre Ngô Xuân Lộc aurait trempé dans un trafic frontalier dans lequel seraient impliqués de nombreux officiels chinois. De plus, si le problème concernant la frontière terrestre a été résolu, on sait dans les milieux bien informés qu'il faudra dix à vingt ans pour récupérer les milliers de mines que les Chinois y ont disséminées. Enfin, la question du coût de cet accord reste posée : le Vietnam n'a-t-il pas dû concéder trop de terrains aux intérêts chinois ?

---

<sup>94</sup> Anh Thi, « Biti's se xây nhà máy tại Trung Quốc » [Biti va construire une usine en Chine], *Thoi Bao Kinh Tế Việt Nam*, Hanoi, 8 décembre 1999.

## LES ENJEUX DE LA PENINSULE INDOCHINOISE

Le retour de la politique chinoise vers les pays de la péninsule indochinoise s'insère dans un mouvement plus global de rapprochement de la Chine avec l'Asie du Sud-Est. Toutefois, la « poussée vers le Sud » de la diplomatie de la RPC coïncide étonnamment avec ce que l'on appelle déjà dans la région le « renouveau de l'esprit indochinois »<sup>95</sup>. L'idée de relancer les discussions tripartites entre le Laos, le Cambodge et le Vietnam ne date pas d'hier. Une coopération régulière existait entre les trois pays du temps de l'occupation du Cambodge par le Vietnam. Alors vice-Premier ministre aux côtés du Prince Norodom Ranariddh, Hun Sen en a eu l'initiative à l'occasion de son passage à Bangkok pour un sommet de l'ASEAN en décembre 1995. A l'époque, le Laos et le Cambodge n'étaient pas encore membres de l'Association. Mais il a fallu attendre l'automne 1999 pour voir s'ouvrir au Laos le premier sommet « indochinois ». Au-delà d'un simple « resserrement des traditionnelles relations d'amitié et de coopération mutuelle entre les trois pays »<sup>96</sup>, la réunion de Vientiane a mis à jour la constitution d'un sous-groupe au sein de l'ASEAN (d'un côté les premiers pays membres de l'association, de l'autre l'ensemble indochinois, enfin, sans cesse plus isolé, Myanmar). Hanoi, Vientiane et Phnom Penh exigent d'être traités comme une seule et même « unité stratégique ». Il s'agit de proposer un modèle de résistance à la tendance récente au sein de l'ASEAN de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats membres. Le sommet de Vientiane se veut une réponse à la lente démocratisation des pays du Sud-Est asiatique depuis la crise financière. C'est aussi un avertissement à la Thaïlande, leader de l'association depuis les déboires de l'Indonésie, pour lui signifier qu'elle doit accorder davantage de reconnaissance de la spécificité des pays indochinois au sein de l'ASEAN. Les clivages s'affichent plus ouvertement.

La recommandation formulée à Vientiane selon laquelle il convient d'exclure toute immixtion dans les affaires intérieures des autres Etats fait l'affaire de Pékin, qui tient là une arme lui garantissant les sympathies. A Hanoi, Vientiane, mais aussi à Phnom Penh aux prises avec l'ONU dans l'affaire du jugement des anciens Khmers rouges, le discours de la Chine séduit. La diplomatie chinoise se félicite de cette évolution. Une Indochine unie au sein de l'ASEAN et sensible aux idées chinoises, voilà la meilleure façon pour Pékin d'affirmer les ambitions de sa nouvelle politique asiatique. La Chine n'a pas intérêt à bloquer les efforts de construction régionale de l'association. Elle a plutôt avantage à disposer d'un levier d'action en cas de besoin. La relance des discussions entre le Laos, le Cambodge et le Vietnam satisfait pleinement la Chine et les trois pays indochinois. Au regard des rapports entre la Thaïlande et le Myanmar, le trio indochinois, soutenu et incité par la Chine, se pose en garde-fou contre ce qui leur semble une « occidentalisation dangereuse des pratiques politiques nationales »<sup>97</sup>. L'ASEAN doit faire face à ce nouveau défi. La double approche de la RPC, bilatérale d'un côté avec les

---

<sup>95</sup> Kavi Chongkittavorn, « Revival of the Indo-Chinese spirit », *The Nation*, Bangkok, 2 novembre 1999.

<sup>96</sup> *Vientiane News*, 7 octobre 1999.

<sup>97</sup> Entretien, Hanoi, 24 décembre 1999.

trois pays de la péninsule indochinoise, multilatérale de l'autre auprès des institutions régionales, apporte un éclairage utile sur le rôle qu'elle entend se donner et sur ses intérêts. La Chine de Jiang Zemin n'est pas en train d'évoluer vers une simple intégration à la zone Asie-Pacifique. La question de Taiwan ne manquera pas de se poser. Pour le Vietnam, le rapprochement avec Pékin sur les affaires internationales ne trompe guère le pouvoir. Cela ne l'empêche pas de trembler devant les conséquences économiques de l'intégration de la Chine à l'OMC<sup>98</sup>. Epouser sans médire les idées dominantes d'une « société globale » reviendrait à accélérer un vis-à-vis économique que les autorités vietnamiennes craignent pour leur stabilité. Jouer la carte de Pékin a l'avantage de renforcer sur le moment le poids du Vietnam dans une ASEAN dont on soupçonne à Hanoi qu'elle pourrait lentement céder aux injonctions occidentales en matière de démocratisation et de droits de l'homme<sup>99</sup>.

## CONCLUSION

A la veille du IX<sup>ème</sup> congrès du PCV, on peut s'interroger sur les évolutions perceptibles dans les prises de position de Hanoi : sont-elles l'indice d'un néo-réalisme stratégique, ou bien témoignent-elles d'un processus d'apprentissage qui entraîne la RSV à repenser la place qu'elle veut occuper dans l'ordre régional et international ? Alors que le gouvernement de Phan Van Khai tarde à engager un véritable débat de fond dans le pays, l'émergence d'une société civile au sein de l'ASEAN augure d'une recomposition politique dont on ignore encore ce qu'elle réserve. Les Vietnamiens s'opposent à cette tendance, qu'ils jugent inadéquate et dont ils estiment qu'elle ne peut aboutir qu'à une politique qualifiée de « négligente », et dont ils pensent qu'elle n'est pas favorable à l'image de l'ASEAN. L'hypothèse la plus plausible est une organisation régionale à deux vitesses : d'un côté, une Asie du Sud-Est maritime en mutation, de l'autre, un noyau continental de résistance, encouragé par la Chine, prêt à mener un combat d'arrière-garde. Si un changement doit intervenir au Vietnam, il semble de plus en plus clair qu'il sera le fait d'une inflexion de la politique de Pékin.

---

<sup>98</sup> « Quels défis les entreprises vietnamiennes rencontreront-elles lorsque la Chine deviendra membre de l'OMC ? C'est la question cruciale qui se pose après la signature par la Chine et les Etats-Unis d'un accord préliminaire concernant l'intégration de la Chine à la plus grande organisation commerciale du monde (...). La Chine était déjà un adversaire du Vietnam, et une fois membre de l'OMC, elle pourra renforcer encore la présence de ses marchandises sur les marchés importants (...). Il ne suffira pas de faire face à la concurrence des produits chinois sur les marchés d'exportation, mais aussi les produits vietnamiens à destination du marché chinois seront soumis à une forte concurrence des marchandises d'autres pays, notamment de ceux de l'ASEAN. Enfin, appartenant à la grande famille de l'OMC, la Chine va attirer encore plus d'investissements étrangers. Cela représentera une difficulté indirecte supplémentaire à laquelle aura à faire face le Vietnam », *Thuong Mai*, Hanoi, 27 novembre 1999.

<sup>99</sup> Mynardo Macaraig, « An adjusted democracy gains ground », *Bangkok Post*, Bangkok, 14 décembre 1999.

Hanoi est ainsi confronté à un dilemme majeur : compte tenu de l'évolution du théâtre régional, il lui faut adopter une politique susceptible de garantir ses options idéologiques et le respect de ses intérêts, sans pour autant susciter le mécontentement d'une Chine que satisfait d'un certain immobilisme sur ses frontières méridionales. La représentation que se fait le gouvernement vietnamien de la recomposition régionale est donc déterminante dans la conduite future de ses affaires intérieures. Aujourd'hui, si le débat sur l'ouverture économique et l'intégration à la communauté internationale progresse dans l'esprit des dirigeants de la RSV, force est de constater que les solutions préconisées par Pékin prennent toujours le pas sur les critères de ses partenaires de l'ASEAN. Ainsi, le profil bas adopté par

Hanoi au début de sa présidence de l'Association (juillet 2000) correspond à sa volonté de ne pas se trouver ouvertement impliqué dans un processus de négociations qui la forcerait à s'éloigner de principes économiques et politiques partagés avec Pékin. La poursuite de ce dialogue est reconnue par le Vietnam comme un élément important contribuant à la stabilité régionale et à la préservation de son « identité nationale ». Nul ne s'attend à un quelconque coup de théâtre. A terme pourtant, le Vietnam va bien devoir faire face à de nouveaux défis afin d'accompagner une transition interne qui apparaît aussi délicate qu'inéluctable■